REPERES

REPERES

PARTENARIAT ÉDUCATIF GRUNDTVIG 2009-2011

LES EVENEMENTS HISTORIQUES REGIONAUX DU SUD-EST DE L'EUROPE

Notice

1299-1922 L'Empire ottoman

L'Empire ottoman est un empire, qui a existé **de 1299 à 1922** (soit 623 ans) et établit progressivement sa souveraineté sur toute la partie à majorité musulmane du monde méditerranéen. Il laisse la place, entre autres, à la République de Turquie. Au faîte de sa puissance **il s'étendait sur trois continents** : toute l'Anatolie, le haut-plateau arménien, les Balkans, le pourtour de la mer Noire, la Syrie, la Palestine, la Mésopotamie, la péninsule Arabique et l'Afrique du Nord (à l'exception du Maroc).

Les sultans ottomans enrichissent leur titulaire du vieux titre turc de **khan**, de celui **padichah**, a celui de **calife**, c'est-à-dire **successeur de Mahomet**. Le contrôle qu'ils exercent sur leurs terres est variable; les provinces lointaines jouissent d'une large autonomie. Certains États à majorité chrétienne, payent au sultan un tribut mais ne deviennent pas pour autant provinces ottomanes. Enfin en Afrique, l'Égypte et son khédive, théoriquement soumis au sultan ottoman, mènent en fait une politique indépendante, allant parfois jusqu'à lui faire la guerre.

Les populations chrétiennes, (appelees *Roumis*, en référence à leur origine issue de l'Empire romain d'orient), des Balkans, de l'Anatolie, de Syrie et d'Égypte fournissent à l'Empire (le plus

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

souvent par la conscription forcée des jeunes garcons: **Devchirmé** son principal corps militaire, celui des **janissaires.** De nombreux chrétiens pauvres (Slaves, Grecs, Arméniens, etc.) se convertissent à l'islam pour ne plus payer le ***haraç*,** la capitation dont les non-musulmans doivent s'acquitter. Ils deviennent Ottomans mais revendiquent une ascendance différente.

De grandes forces vives, aussi bien intellectuelles que financières, vinrent renforcer la Grande Porte. On peut citer les migrations et installations des **juifs sépharades**, fuyant l'Espagne répressive de l'Inquisition, puis des **Morisques andalous**.

En 1517, Sélim I^{er} conquiert l'Égypte et met fin au sultanat mamelouk. Moins d'un siècle après avoir mis fin à l'Empire byzantin moribond, les Turcs ottomans prennent la succession de la dynastie arabe des Abbassides.

Au XVI^{e} siècle, sous le règne de **Soliman le Magnifique**, l'âge d'or ottoman, les armées ottomanes parviennent jusqu'à **Vienne,** dont elles assiègent deux fois en vain. Cette avancée marque la limite de l'expansion de l'Empire en Occident (comme Aden en fixera la limite au sud).

En 1522 Soliman le Magnifique occupe l'ile de Rhodes et le reste du Dodecanese (deuxieme siege Ottoman) pour y rester **jusqu' en 1912. En 1595 la superficie de l'empire est de 19 902 000 km².**

La mort de Soliman le Magnifique en **1566** marque **la fin de l'âge d'or ottoman**.

La superficie de l' empire était de 14 893 000 km².

Une puissance mondiale contestée

L'Empire crée une **flotte militaire** qui tente de s'imposer en Méditerranée au détriment des cités italiennes et y parvient un moment, mais les **flottes espagnole et vénitienne**, mettent fin à sa suprématie. Réorganisée elle restera une puissance importante qui a encore les moyens de grandes expéditions sur mer (conquête de **Chypre en 1570** et de la **Crète en 1669**) et sur terre, contre les Autrichiens et les Russes. **Moscou est incendiée en 1571**, **Vienne, assiégée encore en 1683**. L'empire croit avoir encore une vocation mondiale mais le commerce méditerranéen était sous le contrôle de Venise, de Gênes, du Portugal et de l'Espagne

Les frontières ottomanes ne changent guère entre **1566 et 1683.** Sur les champs de bataille, l'armée ottomane, "l'armée de l'islam", reste une puissance impressionnante. Des forces nombreuses, des janissaires d'élite, et toujours des légions de soldats armés d'arquebuse ou de fusils mais le retard économique et technique face à l'Occident commence à se faire sentir.

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

<u>Le ramassage des enfants ou *devchirmé* et la création des Janissaires</u>: Les Ottomans prélevaient « l'impôt sur le sang », ou ***devchirmé,*** sur les populations des Balkans ou en Anatolie. Les adolescents ne devaient pas être trop jeunes, pour pouvoir supporter les longs déplacements, et pas trop âgés, pour qu'ils puissent perdre leur culture d'origine et changer de religion. Circoncis à leur arrivée, ils étaient convertis de force à l'islam et fanatisés. Les meilleurs éléments étaient intégrés dans le corps des janissaires, **12 000 à l'époque de Soliman le Magnifique, 48 000 sous Murad III et 140 000 au XIX^e^ siècle. Les plus brillants devenaient fonctionnaires.**

C'est ainsi que **sur les vingt-six Grands Vizirs** dont nous connaissons l'origine, onze ctaient albanais, six grecs, d'autres encore circassiens, arméniens, géorgiens, ou même italiens et **seulement cinq turcs**.

<u>Le début du déclin:</u> Le XVII se démarque par le **Sultanat des Femmes.** Le harem impérial**,** dirigé par la mère du Sultan, dirige en fait le pouvoir politique. Cette période voit aussi la naissance d'un contre pouvoir, celui des **Grands Vizirs.**

Certains Sultans tentent de **nouvelles réformes** envers le peuple: les taxes sont moins fortes, l'image de l'Empire est redorée, et des entreprises, semblables aux manufactures européennes, sont créées. Ils tentent aussi de moderniser l'armée avec des conseillers européens.

En 1731, sur la situation déjà mauvaise de l'Empire Ottoman, **les Russes** et puis **les Perses,** viennent en réclamer la suzeraineté. Face à cela, les Russes menacent l'Empire Ottoman et engagent une nouvelle **guerre russo-turque** qui durera de 1735 à 1739. La Russie n'a jamais autant contrôlé de terres autrefois ottomanes.

La puissance de l'empire est de plus en plus de façade. Sa décadence devient évidente au XVIIIème siècle. Sous le règne de Mustafa III, lorsque son vizir, Ragihb Pasha, meurt en 1763, il décide de régner seul. Médiocre politicien, il ne sait pas non plus s'attacher de bons conseillers ou commandants militaires. Face à cela, **les janissaires** arrivent à s'imposer et bloquent toutes les réformes voulues par le sultan. Ce n'est pas la première intervention de ces soldats d'élite dans la politique, puisqu' ils avaient déjà déposé ou tué quatre sultans. Ils s' imposent au cours du XVIIe siècle. Le pouvoir de ce corps de troupe ne fait que grandir. Dans une série des règnes destructeurs pour l'Empire, celui de Sélim III, s'illustre par **l'apogée du pouvoir des janissaires** qui, n'acceptant pas ses idéaux réformateurs, se révoltent et l'assassinent en 1807.

Au XIX^e^ siècle, l'Empire — surnommé **«l'homme malade de l'Europe»** par le ministre anglais Palmerston — diminue territorialement, mais entame un processus de modernisation afin de retrouver sa puissance et sa prospérité d'antan. En 1808, **la charte de l'Union** est signée entre le sultan et les chefs féodaux, qui confirme le pouvoir de ces derniers face à l'administration centrale. Ensuite l'administration centrale annonce des **mesures législatives** dans le but de **moderniser l'empire**. Durant cette période, des pays européens tels que la France et le

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

Royaume-Uni ont beaucoup influencé l'Empire ottoman. Une autre réforme entreprise à cette époque est **l'abolition de l'esclavage** en 1847. Cette période de réformes qui est appelée **«Tanzimat»** se poursuit par la I[re] **Constitution monarchique du 23 novembre 1876.**

En 1830, la Grèce, soutenue par les puissances occidentales, obtient son **indépendance**. Le gouverneur de l'Égypte, Méhémet Ali, se comporte comme un souverain indépendant et obtient que son fils lui succède, ce qui constitue un précédent. La France envahit l'Algérie. L'Empire ne fait face à **l'expansion de la Russie** que parce que le Royaume-Uni et la France le protègent, notamment au cours de **la guerre de Crimée**. "Protection" coûteuse: **la France s'empare de l'Algérie puis de la Tunisie**, **l'Angleterre de l'Égypte,** indépendante de fait depuis le début du XIXe siècle.

La guerre de Crimée a révélé la **faiblesse financière de l'empire**: pas de vrai budget, des rentrées fiscales irrégulières, un endettement croissant. Les finances et douanes de l'empire passent sous la tutelle de **la Banque impériale ottomane**, créée en 1863 et dirigée par un consortium franco-anglais.

L'Empire est incapable d'empêcher **l'indépendance des pays des Balkans**, sauf un petit territoire en Thrace orientale autour de Constantinople.

En 1913, la défaite de la seconde guerre balkanique amène **les Jeunes-Turcs** (Parti Union et Progrès) au pouvoir. Leur volonté de relever l'empire les entraîne dans l'alliance de l'Allemagne. En 1914, **ils déclarent la guerre à l'Entente**, et entreprennent de grandes offensives vers l'Égypte et le Caucase. Ce sont des échecs: l'empire n'a pas les moyens de sa politique, il est ravagé par les épidémies et les famines. L'appel à la guerre sainte, lancé par le sultan comme calife de l'islam, a peu d'échos.

En 1915, le noyau du parti organise, sous le commandement du ministre de l'Intérieur Talaat Pacha, une **politique de déportation et de massacre contre les Arméniens ottomans, les Grecs et autres minorites.**

La **Première Guerre mondiale** achève le démembrement de l'Empire ottoman, allié aux Austro-Hongrois et aux Allemands, **se trouve dans le camp des vaincus**. A la suite du **traité de Sèvres**, ses territoires arabes (Syrie, Palestine, Liban, Irak, Arabie) sont places, par décision de la Société des Nations, sous mandat britannique et français (voir accord Sykes-Picot). La côte égéenne est occupée par les Grecs et les Italiens.

L'effondrement de l'empire éveille le sentiment national turc. Les anciens combattants se rassemblent autour du maréchal **Mustafa Kemal Atatürk**, qui chasse les Européens d'Anatolie et s'impose comme chef du gouvernement, reléguant le sultan à un rôle honorifique.

En 1922, il abolit l'Empire ottoman et fonde en 1923 sur le territoire restant, l'Anatolie et la Thrace orientale, **la Turquie moderne ou la République de Turquie**, état successeur de l'Empire ottoman.En 1924, il met fin au califat, dernière trace des institutions impériales.

REPERES

1494-1566 Soliman le Magnifique

Soliman le Magnifique est né probablement le 6 novembre 1494 à Trébizonde et est mort le 7 septembre 1566 à Szigetvár. Seul fils survivant de Selim I^{er} Yavuz, il est **le dixième sultan** de la dynastie ottomane. Son père dit le «Cruel» ou le «Terrible» (1470 - 1520) lui ouvre une voie toute tracée. Avec l'aide de son grand vizir, il impose **les réformes** qui lui valurent son surnom turc de **«Législateur»** *(Kanûnî Sultan Süleyman).* Sous son règne, l'Empire ottoman devient une **grande puissance mondiale**, continuant à s'étendre pendant encore un siècle avant de commencer une longue phase de déclin.

À l'âge de sept ans, il est envoyé dans la capitale, Istanbul pour y suivre ses humanités qui consistaient en l'étude des sciences, histoire, littérature, théologie, son père, y ajoute les techniques militaires. Il fait ses premières expériences en matière de gouvernement dans différentes provinces, Caffa (Théodosie), Sarukhan (Manisa) et brièvement Edirne.

Dès le début de son règne, il entreprend plusieurs campagnes de conquêtes. Il conquiert ainsi **la Serbie en 1521** en prenant Belgrade. Il assiège et prend l'île de **Rhodes en 1522,** laissant les chevaliers de Saint Jean se réfugier à Malte. En 1526, Soliman remporte la **victoire de Mohács** et occupe la majeure partie de la Hongrie. Soliman **menace Vienne en 1529** et en 1532. De 1533 à 1536, il conquiert **l'est de l'Anatolie et de l'Azerbaïdjan**, occupe **le Yémen et** en 1534 **Tunis.** Il consolide ses conquêtes en signant une série de traités de paix avec ses voisins. **Sous son règne, l'Empire connaîtra son apogee** et deviendra la première puissance en Europe.

Il meurt en 1566, la veille de la bataille de Szigetvár en Hongrie, remportée par les Ottomans. **Il est enterré** au côté de son **épouse préférée Roxelane** sultane (fille d'un prêtre orthodoxe ukrainien) dans le mausolée attenant à la **mosquée Süleymaniye** d'İstanbul.

Vu de l'étranger Soliman, le «Grand turc», paraissait un danger pour tout le monde en raison de sa puissance et de son ambition. Mais en même temps il restaure Jérusalem et il fait entourer la vieille ville d'une muraille que l'on peut encore voir aujourd'hui. Soliman fait bâtir de nombreux complexes religieux, *(külliye)*, comprenant mosquée, madrasas, bibliothèque, cantines et mausolée, dont le plus célèbre est la mosquée Süleymaniye d'İstanbul. Il fait construire des complexes de ce genre à Damas à Médine et au Yémen.

À l'intérieur il était considéré comme un bon souverain, combattant la corruption, et comme un mécène envers les artistes et les philosophes. Lui-même est connu pour avoir été un poète et un habile bijoutier.

1522-1912 Occupation Ottomane (Turque)
1912-1943 Occupation Italienne du Dodécanèse
1943-1945 Occupation Allemande du Dodécanèse

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

8 Mai 1945 Reddition des Allemands aux Alliés
1945-1947 Administration Britannique
1947 Libération du Dodécanèse
1948 L' annexion des îles du Dodécanèse à la Grèce

L'Empire ottoman montrait de la faiblesse, malgré les mesures prises par les Jeunes-Turcs. **En 1911, l' Italie**, qui se cherchait un empire colonial, avait attaqué et vaincu l'Empire ottoman et s' était emparée de la **Tripolitaine (Libye)** et du **Dodécanèse (Rhodes-1912),** dont son armée avait chassé les Turcs. **Les habitants du Dodécanèse** ont acceuilli les Italiens comme libérateurs. **Giolitti avait promis à Venizélos** de rétrocéder ces îles à la Grèce, mais n'a pas tenu sa promesse. La population déçue, a fait plusieurs démarches pour obtenir sa libération et a organisé des manifestations contre la nouvelle occupation.

Elefthérios Venizélos, alors Premier ministre en Grèce, hésite cependant à attaquer ouvertement l'Empire ottoman, à cause des nationaux grecs présents partout sur le territoire de l'Empire et potentiellement à la merci de représailles ottomanes. De l'autre côté, si la Grèce ne se joignait pas au mouvement anti-ottoman qui se dessinait, elle risquait de se retrouver exclue du partage futur de la Macédoine, comme elle s'était vu refuser le Dodécanèse par l'Italie. Au printemps de 1914, la France et l'Allemagne s'immiscent dans les relations difficiles de la Grèce avec l'Italie à propos du Dodécanèse. **Venizelos normalise les relations avec l'Italie**. Laissant de côté les problèmes du Dodécanèse et de l'Épire du Nord, et signe avec **Mussolini**, le 23 septembre 1928, un **« traité d'amitié, de réconciliation et de règlement judiciaire**».

L'Italie continue l'occupation des îles et rêve de ce qu'il appèle le **"Mare Nostrum"** c' est à dire créer un "passage controlé" dans la Mediterrannée entre la Libye, le Dodécanèse et la Sicile. Premier gouverneur des îles est Mario Lago

La signature de l'Armistice de Cassibile (Armistice Court) **en 1943**, est l'acte avec lequel le Royaume d' Italie met fin aux hostilities contre les alliés. En realité il ne s'agissait pas du tout d'un armistice, mais d'une **vraie reddition sans conditions**. Après le 8 settembre 1943 le Dodécanèse fut le théâtre d'opérations hostiles entre les Allemands et les Italiens.

Le Dodécanèse devient aussi le théâtre d'opérations contre l'Allemagne qui avait occupé l'archipel après une campagne victorieuse (marquée par la Bataille de Léros), suite à la défection italienne et subit des vagues de bombardements par les allies. Le gouverneur italien, amiral Inigo Campioni, restat en charge du Dodécanèse jusqu' au 18 Septembre, quand il fut deporté par les Allemands. Le vicegouverneur Iginio Ugo Faralli restat à Rhodes mais le vrai pouvoir etait dans les mains des Allemands et du general **Ulrich Kleemann** (1943-1944) e **Otto Wagener** (1944-1945).

Après la défaite nazie, le 8 Mai 1945, le Dodécanèse fut rendu par les forces Allemandes, **Otto Wagener** a signé sa reddition **sur l'** île **de Symi** et **Peter Bevil Edward Acland** fut le nouveau gouverneur, comme l'archipel fut **administré par les Britanniques**, jusqu' à ce que son sort soit

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

scellé lors du **Traité de Paris en 1947**, durant lequel la **Grèce** récupère l'archipel du Dodécanèse **En 1948**, et elle réalise **l'annexion des îles du Dodécanèse**, cédées par l'Italie.

Le 15 settembre 1947 à Rhôdes eut lieu la cérémonie qu'a transferé le pouvoir au gouverneur grec **Periklis Ioannidis** (1947-8), remplacé le 1948 par **Nikolaos Mavris**. **Le 7 Mars 1948** les îles se transforment officièllement de *Governatorato del Dodecaneso* à la Prefecture du Dodécanèse en faisant depuis **partie de la Grèce.**

Jusqu' à nos jours il y a plusieurs habitants ages du Dodécanèse qui comprennent la langue italiène comme pendant l'ère fasciste, et jusqu' en 1945 l' italien fut enseigné forcément dans les ccoles et fut forcément parlé par la population grecque en public. Parmi les plus jeunes habitants il y en a plusieurs qui ont fait leurs études universitaires en Italie et qui ont appris la langue mais sous des conditions différentes et la parlent couramment.

1821-1830 La guerre d'indépendance grecque

La guerre d'indépendance grecque (1821-1830), ou **Révolution grecque** fut une guerre de liberation. Les patriotes grecs, organisés dans **la Filiki Eteria,** qui préparaient le soulèvement national depuis la fin du XVIII^{e} siècle, révoltèrent face à la domination de l'Empire ottoman et réussirent à obtenir leur independence. Les affrontements principaux eurent lieu en Épire, autour d'Athènes et surtout dans le Péloponnèse, où Theódoros Kolokotrónis se distingua. La revolte du gouverneur ottoman de la région de l'Épire, Ali Pacha de Janina, contre la Sublime Porte en 1820 rendait le moment favorable.

L'insurrection fut déclenchée dans le Péloponnèse. Elle commença **entre le 15 et le 20 mars 1821** sous la double impulsion de **Theódoros Kolokotrónis** et de **l'archevêque de Patras, Germanos**, qui **proclama la guerre de libération nationale le 25 mars** . Au même moment, Alexandre Ypsilántis pénétrait en Moldavie et Valachie, à la tête d'une troupe composée de membres de l'Hétairie installés en Russie.L' Empire ottoman réduisit l' insurrection dans les provinces danubiennes en neuf mois alors qu'en Grèce même, les insurgés triomphaient.

Cette révolte réussit, et l'indépendance de fait fut proclamée lors de **l'Assemblée nationale d'Épidaure le 1er janvier 1822.** L'opinion publique européenne était assez favorable au mouvement. Cependant, aucun gouvernement ne bougea à cause du poids politique et diplomatique de la Sainte-Alliance, et particulièrement de l'Autriche de Metternich. Des Grecs vivant hors de l'Empire ottoman, comme des habitants des Îles Ioniennes, tel que **Ioánnis Kapodístrias,** et des membres de l'élite grecque de Constantinople (les Phanariotes), apportèrent dès le début leur aide aux insurgés.

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

La conférence de Londres (1830), où se réunirent des représentants britanniques, français et russes, permit l'affirmation de l'indépendance grecque que la Prusse et l'Autriche autorisèrent et précipita la création de l'État grec. La France, la Russie et le Royaume-Uni gardèrent ensuite une notable influence sur le jeune royaume.

Les Protagonistes de la Guerre de l'Indépendance de la Grèce

1770-1843 Theódoros Kolokotrónis

Theódoros Kolokotrónis, né le 3 avril 1770 à Ramavouni en Messénie, dans le Péloponnèse et décédé le 15 février 1843 à Athènes, fut un général grec, héros de la Guerre d'indépendance grecque. Il était surnommé le **«Vieux de Morée»** car il avait cinquante ans au début du conflit. Le 1er décembre 1818, Theódoros Kolokotrónis fut initié dans la Philiki Etairia. Il y fut connu sous le numéro de code **118**.

Kolokotronis, d'abord **klephte**, il intégra l'armée britannique dans les îles ioniennes où il se forma au combat régulier. Il participa aux combats de la guerre d'indépendance grecque dans le Péloponnèse et y remporta des victoires importantes et symboliques pour la cause grecque. Il fut un des chefs du parti «militaire» lors des guerres civiles qui déchirèrent les insurgés grecs.

De nombreuses légendes auréolent cette période et ses biographes du XIX^{e} siècle, inspirés par son autobiographie, multiplient les épisodes romanesques de poursuites, de trahison et de héros solitaire triomphant de toutes les adversités.

Après l'indépendance, ses choix politiques (soutien de Kapodistrias puis du parti russe) lui valurent l'antagonisme des Bavarois autour du roi Othon. Il organisa un coup d'État pour se saisir du pouvoir. Il fut emprisonné puis jugé pour désobéissance, à Nauplie en 1834. Il comptait encore des partisans puisque deux de ses cinq juges refusèrent de signer l'acte d'accusation. Il fut condamné à mort le 25 Mai 1834. Tenant compte de son rôle prépondérant dans la guerre d'indépendance, le roi le gracia et commua sa peine à vingt ans de prison. Il fut alors enfermé dans le fort Palamède de Nauplie. La liberté lui fut rendue.

Pour calmer le ressentiment dans le pays, un **Conseil d'État,** consultatif, fut créé, le 30 septembre 1835.Tous les opposants à la *xénocratie*, souvent héros de la guerre d'indépendance y furent nommés. Kolokotrónis y entra et en Novembre 1837, il en était même vice-président.Ensuite, le souverain le nomma général de l'armée grecque.

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

Il mourut d'apoplexie le 15 février (4 février julien) 1843, âgé de 74 ans. Le jour de ses funérailles, il fut conduit à sa dernière demeure par la population d'Athènes, les troupes de la garnison, les dignitaires de l'État et les représentants des grandes puissances.

Il a dicté ses *Mémoires,* publiés en 1852, il y écrit : «*Si Wellington me confiait une armée de 40 000 hommes, je pourrais la commander; si je lui confiais 500 Grecs, il ne pourrait pas les commander plus d'une heure*».

1771-1826 Germanos, Eveque de Patras (Palaion Patron)

Germain, évêque de Patras (en grec *Palaion Patron Germanos*), dans le monde *Georges Gotzias*, était le métropolite de Patras dans le Péloponnèse en Grèce. Il naquit à Dimitsana, en Arcadie, dans le Péloponnèse le 25 Mars 1771 et mourut le 30 Mai 1826.

Selon le mythe national grec, **il aurait béni l'étendard de la liberté** au monastère **de la Sainte Laure (Aghia Lavra)** près de Kalavryta, le 25 mars 1821, donnant ainsi le signal de départ de la guerre d'indépendance grecque. Après un séjour en Europe de l'ouest, il retourna en Grèce en 1824.

En avril 1826, il fut nommé président de l'une des deux commissions gouvernementales créées lors de la troisième Assemblée nationale grecque, mais mourut quelques semaines plus tard de maladie à Nauplie. Sa statue orne l'esplanade de l'Université à Athènes.

1788-1824 George Gordon Byron (Lord Byron)

George Gordon Byron, 6^{e} baron Byron, généralement appelé **Lord Byron**, un des plus illustres poètes de l'histoire littéraire britannique, né le 22 janvier 1788 à Londres et mort le 19 avril 1824 à Messolonghi, en Grèce (alors sous domination ottomane). Bien que classique par le goût, il représente l'une des grandes figures du romantisme britannique avec Wordsworth, Coleridge, Shelley ou Keats.

Petit-fils de John Byron, il est le père de Lady Ada Byron King de Lovelace (plus connue sous le nom d'Ada Lovelace), elle-même auteur de travaux sur la machine de Babbage, considérée comme l'ancêtre des ordinateurs modernes.

Il est également considéré en Grèce comme un des héros de l'indépendance.

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

Les Protagonistes de la Création de l'État Grec

1776-1831 Ioánnis Kapodístrias

Ioánnis Kapodístrias, comte Kapodístrias (ou Capo d'Istria en actuelle Slovénie), est né à Corfou, (Kerkyra) dans les Îles Ioniennes, alors qu'elles appartenaient encore à la République de Venise, le 11 Février 1776, et est mort assassiné à Nauplie, en Grèce, le 9 Octobre 1831. Issu d'une famille noble inscrite au Libro d'Oro des Îles ioniennes.

Comme son père, il fait des **études** de médecine, de philosophie et de droit, d'abord à Corfou puis à Padoue, comme l'y obligeait un décret du Sénat vénitien. Âgé de 21 ans, en 1797, il s'installe comme médecin sur son île natale. En 1799, lorsque les troupes russes reprennent Corfou aux Français, il devint directeur de l'hôpital militaire.

Homme d'État, il est tour à tour membre du gouvernement de la République des Sept-Îles (1802-1807), diplomate au service de l'Empire russe (1808-1815), ministre des Affaires étrangères du tsar Alexandre I^{er} (1816-1822). Il doit cependant quitter la diplomatie impériale à cause de la guerre d'indépendance grecque, en 1822. Il soutient la cause des Grecs lors de leur insurrection contre l'Empire ottoman. Il ne prend cependant pas les armes, alors même que ses frères Viaro et Augustinos sont membres de la Filikí Etería.

Membre de la délégation russe au Congrès de Vienne, il n'a ensuite de cesse de garantir l'unité, l'indépendance et la neutralité de la Suisse. En 1815, Kapodistrias est également plénipotentiaire de la Russie lors de la signature du traité de Paris.

Il est nomme **gouverneur de la Grèce indépendante (1827-1831).** Kapodistrias est très vite découragé par la situation dans laquelle se trouve le pays. Le conflit des factions, qui a commencé dès les débuts de la Guerre d'indépendance, se poursuit. Surtout, la Grèce est ruinée et en faillite. Ce n'est que grâce au soutien de nombreux mécènes philhellènes que l'État parvient à survivre.

Kapodistrias lance un grand programme de modernisation du pays. Il met fin à la guerre civile, instaure le système de la quarantaine, qui va permettre de lutter contre les épidémies de typhoïde et de choléra. Il introduit la culture de la pomme de terre en Grèce et emploie tout son pouvoir à rétablir l'ordre et la prospérité.

Mais, cherchant à lutter contre les divers chefs de clans, héritiers des klephtes, **il se heurte au capétan du Magne Petrobey Mavromichalis,** contre lequel il demande l'aide des troupes russes et qu'il fait mettre en prison au printemps 1831**. Il est assassiné le 27 septembre (9 octobre) 1831** sur les marches de l'église Saint-Spyridon de Nauplie, par le frère et le fils de Petrobey Mavromichalis, Constantin et Georges.

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

1833-1862 Le règne d'Othon- la monarchie Bavaroise

Le 7 mai 1832, à Londres, la France, la Grande-Bretagne et la Russie signèrent, après accord de la Bavière, la désignation du fils de Louis Ier comme souverain de Grèce. Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha ayant refusé la couronne, le trône est accepté par le prince Othon de Bavière, qui devient Othon I^{er} de Grèce. Le 6 février 1833, le nouveau roi débarquait à Nauplie. Il est élu par le parlement de Nauplie le 8 août 1832. Le lendemain, il reçut la soumission des chefs des différents partis, dont celle de Kolokotrónis. Une amnistie générale fut proclamée. Les chefs des différentes factions grecques se virent récompensés d'une façon ou d'une autre, hormis Kolokotrónis.

Othon I^{er} gouverne en monarque absolu, entouré de conseillers bavarois il se montre peu enclin à gouverner avec les vétérans de la guerre d'indépendance. Othon, à 18 ans, était considéré mineur, accompagné d'un **Conseil de Régence,** dirigé par le comte Armansperg. Cette régence dite «bavaroise» se déconsidéra très vite aux yeux des Grecs, qui ne voulaient pas avoir échanger une *xénocratie* (un gouvernement étranger) pour une autre.

Kolokotrónis tenta de profiter de cette situation. Il organisa un **coup d'État** pour se saisir du pouvoir. Il fut arrêté fin 1833 et emprisonné, puis jugé pour désobéissance à Nauplie en 1834. Il fut condamné à mort mais le roi le gracia et commua sa peine à vingt ans de prison dans le fort Palamède de Nauplie.

Sous son règne, le pays est malgré tout modernisé : réorganisation de l'administration, de la justice, d'une armée régulière, de l'Église et de l'enseignement, avec la création, en **1837**, de la **première université de Grèce.** Cette politique est facilitée par les prêts nombreux et importants que les « Puissances Protectrices » accordaient à la Grèce.

Le 12 juin 1835, la Régence de plus en plus critiquée prit fin, mais la *xénocratie* bavaroise continua. Les Grecs qui réclamaient une constitution demandaient aussi la libération de Kolokotrónis et de ses proches. La liberté leur fut rendue, mais la constitution dut attendre. Pour calmer le ressentiment dans le pays, un **Conseil d'État**, fut créé, le 30 septembre 1835. Tous les opposants à la *xénocratie*, souvent héros de la guerre d'indépendance, y furent nommés, Kolokotrónis aussi.

Othon I^{er} est contraint en 1843 d'accepter une constitution. Nationaliste et partisan de la Grande Idée, le souverain continue de susciter le mécontentement par sa politique étrangère et son absence de conversion à la religion orthodoxe. En octobre 1862, **il est renversé par un nouveau soulèvement**. Une élection d'un nouveau souverain est alors organisée, l'Assemblée choisissant le prince **Guillaume de Danemark** qui devient alors **Georges I^{er} de Grèce** et reçoit le titre de **roi des Hellènes.**

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

1896 en été - Athènes - Premiers Jeux olympiques

Les premiers Jeux olympiques de l'ère moderne (**première olympiade)** sont organisés **l'été de 1896**, à Athènes en Grèce par le Comité international olympique. Ils se déroulent du 6 au 15 avril 1896, neuf jours de compétition pendant lesquels **241 sportifs, de 14 pays,** s'affrontent dans **neuf sports** différents pour un total de 122 médailles. L'ouverture officielle des jeux fut faite par Georges !er, roi de Grèce. Il n'y a pas encore de serment, pas de flamme et pas de mascotte.

C'est à l'issue d'un **congrès** organisé en **1894 à Paris** par le Français **Pierre de Coubertin** qu'est créé le **Comité international olympique (CIO)** et que la capitale grecque est désignée première ville hôte de l'événement olympique. Décide également de l'exclusion des sportifs professionnels et des femmes au profit de l'amateurisme et du genre masculin.

Bien que le nombre de sportifs présents soit assez faible, c'est la première fois qu'une réunion sportive rassemble autant de participants et les Jeux connaissent un vif succès auprès du public grec. Pour les Grecs, la victoire de leur compatriote **Spyrídon Loúis** dans **le marathon** en est l'un des grands moments. Le sportif le plus titré à l'issue des neufs jours de compétition est le lutteur et gymnaste allemand **Carl Schuhmann**, sacré champion olympique à quatre reprises.

1912-1913 Les guerres balkaniques ou guerres des Balkans

Les guerres balkaniques sont des conflits qui ont éclaté dans les Balkans dans les années **1912 et 1913.**Les peuples de l' Empire ottoman d' Europe aspiraient à s'émanciper de la domination turque et à s' ériger en États. La diversité des peuples, le jeu des grandes puissances visant à *diviser pour régner* et l'extrême imbrication des populations dans certaines zones complique le processus.

La Première Guerre balkanique

La Ligue balkanique est formée de **la Serbie** et de **la Bulgarie** auxquelles viennent s'ajouter **la Grèce et le Monténégro**. Elle bénéficie de l'appui de la Russie qui est son principal allié. La Roumanie n'entre pas dans la Ligue balkanique, en raison des minorités valaques qui prônaient la fidélité à l'Empire ottoman et n'avaient rien à attendre des victoires serbes, bulgares ou grecques. Face à la Ligue, l'Empire Ottoman est diminué à l'issue de son conflit avec l'Italie.

Fin octobre 1912, l'Empire ottoman, attaqué sur plusieurs fronts, recule. Salonique tombe aux mains des Grecs et les Ottomans doivent abandonner une bonne partie de leurs territoires balkaniques. Ils demandent l'armistice mais la guerre continue du côté grec et du fait de la reprise

des combats sous l'impulsion d'extrémistes turcs. Devant les nouvelles victoires alliées, **l'armistice** est signé le 19 avril 1913. Le 30 mai 1913 **le Traité de Londres**, une nouvelle conférence prive l'Empire de ses possessions européennes et organise leur répartition entre les membres de la Ligue. L'Albanie unifié demande son indépendance, ce qui bloque l'accès à la mer dont rêve la Serbie; de son côté, la Bulgarie conteste le partage de la Macédoine, où les Serbes ont la *part du lion*. Ce partage, qui ne satisfait personne est à l'origine d'un nouveau conflit.

La Deuxième Guerre balkanique

La Bulgarie conteste le partage de la Macédoine, et cherche à s'en emparer. Les Serbes reçoivent alors le soutien des Grecs puis des Roumains (neutres jusque-là) et même des Turcs, qui espèrent leur revanche. Fin juillet 1913, ces nouveaux alliés contrent les attaques bulgares et remportent la victoire. Un nouveau partage est alors effectué le 10 août 1913, par le **Traité de Bucarest** : la Bulgarie perd une grande partie de ses conquêtes et de ses acquis de la Première Guerre, qui sont partagés entre les vainqueurs. L'Empire ottoman retrouve Andrinople. La Roumanie en profite pour annexer la Dobroudja du Sud. La Grece double son territoire après les deux guerres.

Les divers pays engagés dans le conflit dépensèrent 590 millions de francs-or pour la Serbie ; 100 millions pour le Monténégro ; 467 millions pour la Grèce ; et 1,3 milliard pour la Bulgarie. Les chiffres ottomans sont impossibles à estimer. Il en est de même pour les victimes ottomanes, estimées à 100 000 morts et blessés.

À l'issue de ce nouveau conflit, les territoires balkaniques reçoivent un découpage arbitraire qui ne tient toujours pas compte des populations et des nationalités. Comme l'avait voulu le **Congrès de Berlin** trente-cinq ans auparavant, les États balkaniques sont divisés, faibles, et doivent chercher des alliances auprès des grandes puissances. La Russie jette toujours un œil intéressé sur les détroits alors que la Serbie fait grief à l'Autriche de lui avoir enlevé tout espoir en Bosnie-Herzégovine et du côté de l'Adriatique. Conséquence de cela, les mécanismes de **la Triplice** et de **la Triple-Entente** font que le moindre incident dans les Balkans est susceptible de déclencher un conflit généralisé. **C'est ce qui se produisit le 28 juin 1914.**

Lors des guerres balkaniques,on peut noter **la première attaque aéronavale de l'histoire** pour le bombardement de Belgrade par des aviateurs bulgares et de la flotte ottomane dans les Dardanelles par un avion grec.

Pertes humaines pendant les guerres Balcaniques

	Pertes bulgares	**Pertes serbes**	**Pertes grecques**	**Pertes monténégrines**
Première guerre balkanique (morts)	14 000 et 19 000 de	36 550	5 169	2 836

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

	maladie			
Première guerre balkanique (blessés)	50 000	55 000	23 502	6 602
Deuxième guerre balkanique (morts)	18 000 et 15 000 de maladie	9 000 et 5 000 de choléra	2 563	240
Deuxième guerre balkanique (blessés)	60 000	36 000	19 307	961

1914-1918 La Première Guerre mondiale ou Grande Guerre

La **Première Guerre mondiale ou Grande Guerre** est un conflit militaire qui s'est principalement déroulé **en Europe du 4 Août 1914 à l' 11 Novembre 1918**. Un des évènements marquants du XX^{e} siècle, cette guerre a atteint une échelle et une intensité inconnues jusqu'alors. Elle a provoqué plus de morts et causé plus de destructions matérielles que toute autre guerre antérieure. Plus de 60 millions de soldats y ont pris part. **Environ 10 millions de personnes sont mortes, et environ 20 millions sont devenues invalides**. D'autres évènements survenus pendant cette période : le génocide arménien (1915-1916), la première bataille de l'Atlantique (1917), la Révolution russe (1917) et la grippe de 1918, ont augmenté la détresse des populations.

A amené de profonds **changements géopolitiques** et a modifié le cours du XX^{e} siècle. Elle a causé l'effondrement ou la fragmentation des empires austro-hongrois, russe et ottoman. L'Empire allemand a disparu, et l'Allemagne a vu son territoire réduit. Conséquemment, les cartes de l'Europe et du Moyen-Orient ont été redessinées. Des monarchies ont été remplacées par des États communistes ou par des républiques démocratiques. Pour la première fois, une institution internationale a été créée dans le but de prévenir les guerres : **la Société des Nations**.

L'étincelle qui provoqua la guerre survint le 28 juin 1914, lorsque des Serbes bosniaques parvinrent à **assassiner l'archiduc François-Ferdinand**, héritier du trône austro-hongrois. Les exigences de vengeance de l'Autriche-Hongrie, fortement encouragée par l'Allemagne, à l'encontre du Royaume de Serbie menèrent à l'activation d'une série d'alliances après la défaite napoléonienne de 1815 et le Congrès de Vienne, qui menèrent sur la voie de la guerre. Plusieurs de ces nations étaient à la tête d'empires s'étendant sur plusieurs continents, ce qui explique la **portée mondiale du conflit**. On compte parmi **les raisons structurelles** un nationalisme fort, la montée des impérialismes, les volontés expansionnistes et des conflits précédents non résolus

(perte de l'Alsace-Lorraine par la France, guerres balkaniques), aussi une course aux armements, dont chaque état-major s'était activement préparé au conflit.

Cette guerre fut surtout le fait de deux grandes alliances : la **Triple-Entente** composée de la France, la Grande-Bretagne la Russie et les États-Unis en avril 1917 et celle des **Empires centraux** initialement constituée de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie. Plusieurs états se joignirent à cette coalition, dont **le Japon** en août 1914, **l'Italie** en avril 1915. **L'Empire ottoman** les rejoignit en octobre 1914, suivi un an plus tard du Royaume de Bulgarie. À la fin des hostilités, seuls les Pays-Bas, la Suisse, l'Espagne, les États scandinaves et Monaco étaient demeurés officiellement neutres, mais certaines avaient participé financièrement ou matériellement aux efforts de guerre des protagonistes.

Les combats se déroulèrent en majorité sur différents fronts surtout en Europe, mais une petite partie de l'Asie et de l'Afrique, ainsi que l'Atlantique Nord subirent des conflits. Le front de l'Ouest était caractérisé par un ensemble de tranchées et de fortifications séparées par une aire surnommée le *no man's land*. Ces fortifications s'étendaient sur plus de 600 kilomètres, incitant à une forme de combats dénommée « guerre des tranchées ». Sur le front de l'Est, l'étendue des plaines et la faible densité ferroviaire ont empêché une stabilisation des champs de bataille. Il y a eu d'importants combats dans les Balkans, au Moyen-Orient et en Italie. La guerre s'est aussi déroulée dans les airs, mais de façon rudimentaire comparativement à la Seconde Guerre mondiale.

1909-1915 Le Génocide arménien

Après avoir coopéré avec les autonomistes arméniens pour renverser le sultan, les Jeunes-Turcs les considèrent désormais comme un obstacle face à leurs aspirations panturquistes. **Premier prélude au génocide arménien**, les massacres de Cilicie (ou d'Adana) eurent lieu entre les **14 et 27 avril 1909**. Ils s'étendirent aux zones rurales et à différentes villes : Adana, Hadjin, Sis, Zeïtoun, Alep, Dörtyol. Environ **trente mille Arméniens y laissèrent leur vie,** dont vingt mille dans le seul vilayet d'Adana et causèrent plusieurs **vagues d'émigration.**

Le 1er novembre 1914, après avoir été sollicité par l'Allemagne, l'empire ottoman entre dans la 1ère Guerre mondiale aux côtés des puissances centrales. En février 1915, le comité central du parti et des ministres du cabinet de guerre, **Talaat Pacha et Enver Pacha** en particulier, met secrètement au point un plan de destruction qui sera exécuté dans les mois suivants et décident de profiter de l'occasion de la guerre pour **résoudre définitivement la «Question arménienne»** par l'extermination des Arméniens. Il est présenté officiellement comme un transfert de la population arménienne — que le gouvernement accuse de collaborer avec l'ennemi russe — loin du front. En fait, la déportation n'est que le masque qui couvre une opération d'anéantissement de tous les Arméniens de l'empire.

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

Cette decision conduit au **génocide arménien principal** qui a eu lieu **d'Avril 1915 à Juillet 1916**. Les deux tiers de la population arménienne de l'Empire ottoman furent exterminés sans que les puissances occidentales n'interviennent. Ils ont été exterminés au cours des déportations et massacres de grande ampleur. Il fut planifié et exécuté par le noyau du parti **des Jeunes-Turcs,** au pouvoir à l'époque, dirigeant l'empire ottoman. Considéré comme l'un des tout premiers génocides du XX^{e} siècle, faisant entre **800 000 et 1 500 000 morts** selon la majorité des historiens, et entre 300 000 et 500 000 victimes selon l'État turc actuel, qui refuse le terme « génocide » et préfère plutôt parler de massacres.

Les deportations, la plupart du temps à pied — plus rarement en train —, dans de mauvaises conditions, subissant maladies et famine et les massacres ont été mis en œuvre par les responsables des divers districts et provinces, des soldats et gendarmes ottomans qui escortaient les convois jusqu'au désert et procédaient eux-mêmes à des exécutions ou laissaient libre cours à la violence de groupes de bandits armés (surtout des Kurdes), de gendarmes eux-mêmes ou de criminels libérés en nombre par les autorités afin de renforcer les rangs des forces combattantes ottomanes et regroupés dans ce qui sera connu comme **l'« Organisation spéciale** ». Dans les villages, à l'abri de témoins, tous les Arméniens sont tués, à l'exception de quelques femmes ou enfants enlevés. Seules quelques milliers de personnes survivent à la déportation.

1916- 1923 Le Génocide grec pontique

Par population Grec pontique on se réfère aux Grecs qui habitèrent autour de la **Mer Noire** depuis sa colonization pendant l'antiquité. L'expression **Génocide grec pontique**, est celle utilisée pour définir l'histoire des persécutions, des massacres, des expulsions ainsi que des migrations forcées infligées par le gouvernement **Jeunes-Turcs** aux Grecs Pontiques au début du XX^{e} siècle, notamment pendant et après la Première Guerre mondiale. On fait aussi allusion à la *Tragédie Pontique*, l'*Extermination Pontique* et aux *Atrocités commises par les Turcs dans le Pont et l'Asie Mineure*.

Une des méthodes employées dans l'élimination systématique des Grecs fut la mise en place d'un **Service de travail obligatoire** (*Amele Taburları-Tagmata Ergasias*). Une autre variante de cette politique est celle de **la marche forcée jusqu'à la mort** des personnes âgées, des handicapés, des femmes et des enfants. Aussi beaucoup de jeunes et de personnes en bonne santé furent réquisitionnés pour travailler pour l'administration ottomane. L'expression **«massacres blancs»** a été utilisée pour dénommer tous ces moyens indirects d'infliger la mort (famine, déportation, camp de concentration, meurtres, pendaisons, maladies etc.).
C'est depuis 1994 que le Parlement hellénique emploie officiellement le mot génocide pour décrire ces événements. Le fait d'avoir choisi **le 19 Mai pour la commémoration** de cet événement est perçu comme une provocation, car c'est un jour de fête nationale en Turquie. Le gouvernement turc rejette le terme de *genocide.*
Il est impossible de déterminer combien de Grecs du Pont, de Smyrne et du reste de l'Asie Mineure moururent **entre 1916 et 1923**, et combien de Grecs d'Anatolie furent expulsés vers la

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

Grèce ou l'Union Soviétique. Edward Hale Bierstadt indique que «selon un témoignage officiel, les Turcs ont massacré de sang-froid 1 500 000 Arméniens et 500 000 Grecs, femmes et enfants compris». Il faut enfin remarquer qu'un nombre non négligeable de Pontiques se sont convertis à l'islam pour survivre et garder leurs biens, sans compter les enfants, de familles pontiques tuées, qui ont été adoptés et élevés par des Turcs.
Selon Ismail Enver, un conseiller auprès de l'armée allemande, le ministre turc de la defense, aurait déclaré en 1915 qu'il voulait **«résoudre le problème grec…de la même façon qu'il pensait avoir résolu le problème arménien».**

La Grèce ainsi que **la République de Chypre** ont officiellement reconnu le genocide. Le 11 mars 2010, **le Parlement de Suède a officiellement reconnu** "le génocide de 1915 contre les Arméniens, les Assyriens, Syriens et Chaldéens et les **Grecs pontiques**". **L'Association internationale de recherche sur les génocides a reconnu** le 16 mai 2007 ce génocide, au même titre que le génocide arménien et que le génocide assyrien.

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

Les Protagonistes de l'agrandissement de l'État Grec et du "schisme national"

1868-1923 Constantin I^{er} de Grèce

Constantin I^{er} de Grèce ou, parfois, **Constantin XII de Grèce**, est né le 2 août 1868, à Athènes, et est décédé le 11 janvier 1923, à Palerme, en Sicile. Appartenant à la Maison d'Oldenbourg, il est le troisième souverain de la Grèce moderne et règne de 1913 à 1917, puis de 1920 à 1922, avec le titre de **roi des Hellènes.**

C'est le déclenchement de la Première Guerre mondiale en 1914 qui est l'élément qui provoque la rupture entre le roi et son Premier ministre. Beau-frère du Kaiser Guillaume II et pro-allemand **Constantin I^{er}** est en effet en désaccord avec **Elefthérios Venizélos**, favorable à la Triple-Entente. En 1915, le roi force Venizélos à démissionner de ses fonctions mais ce dernier fonde à Thessalonique un **«Gouvernement de défense nationale»** soutenu par les Alliés et le pays se retrouve rapidement coupé en deux: le **«schisme national».**

En juin 1917, après que les forces alliées l'ont menacé de bombarder Athènes, Constantin I^{er} doit finalement laisser le trône à son deuxième fils, Alexandre I^{er} et s'installer ensuite en Suisse.

Mais, après la mort du jeune roi, la défaite de Venizélos aux élections législatives de 1920 et un plébiscite en faveur du retour de Constantin, celui-ci reprend la tête de son pays. Cependant, le désastre militaire hellène en Asie Mineure, durant la deuxième guerre gréco-turque (1919-1922), conduit le souverain à **abdiquer définitivement en 1922** et à partir en **exil en Italie**, où il meurt quelque temps après. Son fils aîné, Georges II, lui succède alors brièvement avant de renoncer, à son tour, à la couronne.

1893-1920 Alexandre I^{er}- Roi de Grèce

Alexandre I^{er} de Grèce est né au palais d'été de Tatoï, près d'Athènes, le 1er août 1893 et est décédé à Athènes le 25 octobre 1920. Il est roi des Hellènes du 10 juin 1917 à sa mort.

Deuxième fils du roi Constantin I^{er} de Grèce, le prince Alexandre succède à son père en 1917 après que les Alliés ont poussé le roi et son fils aîné, le diadoque Georges, à partir en exil en Suisse.

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

Sans réelle expérience politique, le nouveau souverain est privé de tout pouvoir par la faction vénizéliste. Son Premier ministre, le Crétois Elefthérios Venizélos, gouverne en effet avec l'appui des puissances de l'Entente. Réduit au statut, Alexandre I^{er} soutient toutefois les troupes grecques dans leur guerre contre la Bulgarie et l'Empire ottoman. Il devient finalement le souverain d'une Grèce considérablement agrandie après la Première Guerre mondiale et le début de la Guerre gréco-turque de 1919-1922.

En octobre 1920, le jeune roi Alexandre I^{er} de Grèce mordu par un singe dans les jardins du palais royal meurt, peu après, de septicémie. La mort du roi va provoquer un effet domino aboutissant à une *Megalê katastrophê* («la Grande catastrophe» de l'histoire grecque récente). Dans l'immédiat, il laisse la nation sans souverain : Alexandre I^{er} a en effet conclu un mariage inégal et sa fille unique, la princesse Alexandra, n'est pas dynaste. Quant aux frères du souverain, les princes Georges et Paul, ils refusent de monter sur le trône tant que leur père, l'ex-roi Constantin, est vivant. La disparition du souverain cause alors d'importantes difficultés politiques en Grèce et pose la question de la survie de la monarchie. Venizélos s'oppose à la restauration de l'ancien souverain et préfèrerait proclamer la république en Grèce. Mais il est conscient que les grandes puissances européennes, ne sont pas prêtes à accepter une telle evolution.

1864-1936 Elefthérios Venizélos

Elefthérios Kyriákou Venizélos, né le 23 août 1864 à Mourniés, en Crète, et décédé le 18 mars 1936 à Paris, en France, est un homme politique grec, considéré, dès 1921, comme le **«fondateur de la Grèce moderne».**

La jeunesse de Venizélos est marquée par les luttes en Crète contre la présence ottomane et en faveur d'un rattachement à la Grèce, l'*enosis*. Après des études en Crète et en Grèce, il devient avocat en 1887, s'installe à La Canée, et se lance dans le journalisme et la politique. Élu député libéral à l'assemblée générale crétoise en 1889, insurgé lors de la révolte de 1897-1898, il rédige à l'issue de celle-ci la constitution de la Crète autonome. Ministre de la Justice de 1898 à 1901 dans le gouvernement local du haut-commissaire prince Georges, il s'oppose à ce dernier sur la question du rattachement à la Grèce. C'est dans ce contexte qu'au printemps 1905, il prend la tête d'une insurrection qui se termine par le départ du prince Georges. Sa réputation dépasse alors les limites de son île, et gagne même une renommée internationale.

Ainsi, lorsque les militaires grecs organisent **le coup de Goudi à l'été 1909**, Venizélos est sollicité pour prendre en mains la destinée de la nation. Il n'accepte qu'après que ses partisans ont remporté à l'été 1910 des élections démocratiques. **Premier ministre**, il mène une **politique de modernisation du royaume**, principalement en ce qui concerne l'armée et la marine, afin de

permettre au pays d'affronter les conflits qui se dessinent. **La Grèce** sort ainsi **vainqueur des deux guerres balkaniques**.

Cependant, il entre dans un très grave conflit avec le commandant en chef des troupes grecques, le prince héritier Constantin. L'opposition entre les deux hommes se prolonge au cours de la Première Guerre mondiale. **Constantin I^{er},** monté sur le trône en 1913, est plutôt proche de la Triplice tandis que Venizélos penche vers l'Entente. La France lui offre la Grand-Croix de la Légion d'honneur. Les influences opposées des belligérants finissent par couper la Grèce en deux lors du **«Schisme national».** Venizélos, démis de ses fonctions par le roi, crée un second gouvernement, à Thessalonique, sous la protection des troupes de l'Entente. La France finit par pousser le roi à l'exil et, en juin 1917, Venizélos installe son gouvernement à Athènes. Il parvient alors à concilier les impératifs d'une politique extérieure liée à la guerre à toute une série de réformes modernisatrices.

Grâce à son action, le **Royaume de Grèce** figure **dans le camp des vainqueurs**. Lors des négociations de paix, son talent de diplomate lui permet de réaliser en partie la Grande Idée avec les **traités de Neuilly** et **de Sèvres**. Accueilli en héros à son retour, il perd cependant les élections de novembre 1920. Cet échec marque pour lui le début d'une succession d'exils en France et de retours politiques dans un pays en pleine instabilité politique où, à deux reprises, il apparaît encore comme un homme providentiel. Venizélos brille toujours dans sa spécialité : la politique étrangère. La Grèce est depuis le début des années 1920 maintenue dans un isolement diplomatique.

Après la défaite militaire de la guerre contre la Turquie, c'est lui qui négocie le **Traité de Lausanne** en 1922-1923. Puis, en 1928, dans un contexte politique et social troublé**, il redevient Premier ministre**. Pour la troisième fois, il mène une politique de modernisation du pays, principalement dans le secteur agricole. Mais, accusé de tendances dictatoriales, il perd les élections de 1932. Finalement, discrédité après avoir soutenu deux tentatives manquées de coups d'État militaire, **Venizélos décède** à Paris en France, **en exil en 1936.**

1920 Traité de Sèvres

Le 17 mai 1920, le Sénat des États-Unis reconnaît les droits de la Grèce sur l'Épire du Nord, dans le cadre de **l'accord Tittoni-Venizélos**. Cependant, le 22 juillet 1920, le nouveau ministre italien des Affaires étrangères, **Carlo Sforza, dénonce cet accord.** La conférence de la paix, devant l'hostilité italienne, renvoie le problème de l'Épire du Nord devant la conférence des Ambassadeurs.

Le traité de Sèvres est **signé le 10 août 1920** par les puissances parties prenantes (empire britannique, France, Japon, Italie), et les États alliés représentés par l'Arménie, la Belgique, la Grèce, le Hedjaz, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'État yougoslave

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

réunissant Slovènes, Croates et Serbes. La cérémonie s'est déroulée dans la grande salle qui abrite actuellement le musée de la Porcelaine à Sèvres.

Le traité de Sèvres instituait une **Arménie indépendante** dans le nord-est de la Turquie actuelle, **un Kurdistan autonome** dans le sud-est, et laisse **à la Grèce la Thrace orientale et la région de Smyrne**, toutes deux peuplées de populations mélangées (turques et grecques). Le meme jour Eleftherios Venizélos signe un accord avec **l'Italie qui y renonce au Dodécanèse, sauf Rhodes** qui devait rester italienne jusqu'à un référendum dans les quinze ans sur son rattachement à la Grèce. Le traité de Sèvres dissout également l'armée ottomane, et place ce qui reste de la Turquie sous le contrôle des Britanniques, des Français et des Italiens, lesquels se partagent le pays en zones d'influence.

Le traité de Sèvres est **accepté par le Sultan, mais refusé par le mouvement national mené par Mustafa Kemal Atatürk** Finalement, ni l'Empire ottoman, pour lequel les conséquences de l'accord sont extrêmement dures, ni la Grèce n'acceptent de ratifier le traité de Sèvres.

La France déclare, à la conférence de Londres, que la France ne ratifiera pas ce traité et qu'il faut le réviser ; en mars 1921, la France signe un accord avec le gouvernement kémaliste, puis un traité de paix, en octobre de la même année, et lui vend des armes, pour lutter contre les forces grecques, pendant l'hiver 1921-1922.

«Grande Idée» - «Schisme National» - «Grande Catastrophe»

La Grande Idée (*Megáli Idéa*) était l'expression du sentiment national puis du nationalisme grec aux XIX^{e} et XX^{e} siècles. Elle visait à unir tous les Grecs dans un seul État-nation avec pour capitale Constantinople. Elle prit avant tout la forme d'un irrédentisme. Le terme fut inventé en 1844 par Ioannis Kolettis, Premier ministre du roi Othon I^{er}. La Grande Idée a dominé toute la politique extérieure et par conséquent la politique intérieure de la Grèce. De la guerre d'indépendance dans les années 1820, au problème chypriote des années 1970 en passant par les guerres balkaniques du début du XX^{e} siècle, le principal adversaire de la Grèce dans sa réalisation de la Grande Idée fut l'Empire ottoman, puis la Turquie.

Le «Schisme National» fait référence à la rupture politique entre le roi **Constantin I^{er}**, pro-allemand et son Premier Ministre **Elefthérios Venizélos**, pro-Entente lors de la Première Guerre mondiale.

La Grèce est alors coupée en trois par le « Schisme National » : au sud, la zone dépendant du gouvernement royaliste avec pour capitale Athènes ; au nord (Thessalie et Épire), celle du

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

gouvernement provisoire creé par Venizelos, avec pour capitale Thessalonique et entre les deux, une zone neutre contrôlée par les forces alliées pour éviter la guerre civile qui menace.

Charles Jonnart remit au Premier ministre grec Alexandros Zaimis la note des alliés demandant l'abdication de Constantin I^{er}. Le roi, «fidèle à sa politique de neutralité», il accepta de quitter le pays, en compagnie du diadoque Georges et de laisser le trône à son second fils Alexandre I^{er} en 1917.

Le gouvernement Zaimis, royaliste, démissionna. Venizélos débarqua au Pirée, appelé par le jeune roi et forma un nouveau gouvernement. En fait c' est celui de Thessalonique qui s'installait à Athènes.

À la mort d'Alexandre I^{er}, Constantin I^{er} remonta sur le trône en 1920. Il en fut chassé en 1922 par un coup d'État. Son fils aîné Georges lui succéda. Il régna un peu plus d'un an avant de prendre un congé à durée indéterminée. **En 1924, la Première République grecque fut proclamée.**

Tous ces changements politiques étaient en fait plus ou moins liés à la Première Guerre mondiale qui commença plus tôt et finit plus tard pour la Grèce. En effet, les guerres balkaniques commencèrent dès 1912. La Première Guerre mondiale se poursuivit jusqu'en 1923. Le traité de Sèvres était une avancée pour la Grèce sur la voie de la *Grande Idée*. La Grèce tenta d'imposer à l'Empire ottoman toutes les clauses concernant l'Asie Mineure. Elle se heurta alors à la Turquie de Mustafa Kemal qui venait de prendre le relais de l'Empire ottoman moribond. Atatürk profita de cette guerre pour s'imposer. Le traité de Lausanne, qui sanctionna la défaite militaire grecque en Asie Mineure entraîna la **«Grande Catastrophe».**

1919-1922 La Guerre gréco-turque

La **Guerre gréco-turque de 1919-1922**, également connue sous le nom de **campagne grecque**, est un conflit qui oppose la Grèce aux révolutionnaires turcs de l'Empire ottoman, entre Mai 1919 et d' Octobre 1922.

Le contexte géopolitique de la guerre gréco-turque de 1919-1922 est lié au **partage de l'Empire ottoman** par les gouvernements alliés après la Première Guerre mondiale, partage qui est lui-même une conséquence directe de l'intervention des Ottomans aux côtés de la Triple-Alliance pendant le conflit.

En 1919, 200 000 soldats grecs reçoivent l'autorisation de l'Entente de débarquer dans la ville de Smyrne (Izmir), en Anatolie et prennent le contrôle de la ville et de ses environs. La justification légale de ce débarquement se trouve dans l'article 7 du traité d'armistice de Moudros, qui permet

aux Alliés d'« occuper n'importe quel point stratégique [du territoire turc] dans n'importe quelle situation menaçant la sécurité des Alliés ».

En 1920, au Traité de Sèvres, sous la pression des gouvernements de l'Entente, et en particulier le Royaume-Uni du Premier ministre David Lloyd George, l'Empire ottoman, vaincu pendant la Première Guerre mondiale et en pleine decomposition. Les Turcs cèdent au royaume hellène la Thrace orientale, les îles d'Imbros et de Tenedos, ainsi que le vilayet de Smyrne. La Grèce est ainsi récompensée de son intervention dans la guerre aux côtés des Alliés à partir de 1917.

Cependant, depuis le retour au pouvoir du Roi Constantin, les Occidentaux se méfient de la Grèce et celle-ci ne peut plus compter sur leur aide. Toutes les demandes de prêts, d'armes, de munitions, voire de vivres sont rejetées.

La présence hellène est ressentis comme une humiliation pour beaucoup de Turcs et de musulmans et les nationalistes turcs, dirigés par le républicain **Mustapha Kemal,** n'acceptent pas ce traité et prennent l'offensive. Les troupes turques opposent une forte résistance aux soldats grecs. L'offensive grecque sur Ankara, en mars 1921, est un désastre. En mars 1922, la Grèce se déclare prête à accepter la médiation de la Société des Nations. L'attaque menée par Mustafa Kemal le 26 août 1922 oblige l'armée grecque à se replier devant l'armée turque, qui massacre tous les Grecs présents dans la région. **Smyrne, évacuée le 8 septembre, est incendiée.** On estime que 30 000 chrétiens ont alors été tués et plus de 1.000.000 de refugies quittent l' Asie Mineure.

Le conflit se termine par une victoire éclatante des Turcs et le Traité de Sèvres est remis en question. Par le **Traité de Lausanne,** la Grèce abandonne l'ensemble de ses gains territoriaux de 1920. Le même jour, Venizélos et Mustafa Kemal signent aussi un accord commercial mais surtout une convention qui devrait permettre d'éviter un affrontement militaire direct entre les deux pays. Pour la signature de ces différents accords, Venizélos s'est rendu lui-même en Turquie. Un échange de populations entre les deux pays s'effectue (1 300 000 Grecs de Turquie contre 385 000 Turcs de Grèce).

1922 L'incendie de Smyrne

İzmir est la forme turque moderne du nom **Smyrne**, ville connue depuis l'Antiquité (comme İznik pour Nicée), fut **fondée vers 3000 avant J.-C.** Son nom proviendrait de celui d'une reine Amazone. Entre 2000 et 1200 av. J.-C. elle fit partie du royaume Hittite, puis elle fut occupée par des Éoliens émigrés de Grèce vers l'Anatolie au XI^{e} siècle av. J.-C., puis par des Ioniens.

Attribuée à la Grèce après la Première Guerre mondiale lors du traité de Sèvres, en raison de son peuplement largement hellénophone, elle est occupée par l'armée grecque à partir du 15 mai 1919. En ce jour, plus de deux mille personnes meurent à Smyrne et dans les environs.

Après l'effondrement militaire de la Grèce pendant **l'été 1922**, la ville est prise par les forces de **Atatürk le 9 septembre 1922 à la fin de la guerre d'indépendance.**

Dans les dernières semaines de la guerre, les Grecs de l'intérieur se réfugient en masse à Smyrne, au rythme de plus de 20 000 par jour: ils sont plus de 200 000 **le 8 septembre** lorsque les dernières forces grecques quittent la ville. Il ne reste plus alors dans le port que des navires étrangers (anglais, français, italiens et américains). Les premières troupes turques arrivent le **9 septembre** dans la ville qui est livrée aux pillages et aux meurtres contre les populations grecque et arménienne. **Le métropolite de Smyrne, Chrysostomos**, qui avait refusé de s'embarquer avec les derniers officiels grecs, **est lynché** sur la grande place, au vu des sentinelles françaises du consulat qui ont ordre de ne pas intervenir par souci de neutralité. Les navires européens au large refusent les réfugiés qui tentent de les accoster et les tentatives du consul américain Horton pour organiser l'évacuation sont désavouées par son gouvernement.

Le 13 septembre, un incendie éclate dans le quartier arménien. Il s'étend rapidement à toute la ville et échappe à tout contrôle: en une semaine, il détruit presque toute la ville et fait près de 2000 morts. **L'origine de ce désastre est fortement disputée**: les Grecs et les Arméniens en imputent la responsabilité aux pillards turcs, tandis que les Turcs accusent les Grecs de s'être livrés à une politique de "terre brûlée" pour éviter que leurs biens ne tombent aux mains des Turcs. **Le consul américain Horton, témoin oculaire**, accuse nommément l'armée turque de la détruction de Smyrne dans son ouvrage paru en 1926, *The Blight of Asia*. Ce témoignage a été confirmé par des études historiques telles que *Smyrna 1922: The Destruction of a City* de M. Housepian Dobkin (1988).

Le 24 septembre, la flotte grecque revient à Smyrne et évacue jusqu'au 1er octobre 180 000 réfugiés, prélude de l'échange de populations musulmanes et chrétiennes qui a lieu entre la Turquie et la Grèce l'année suivante.

1923 Traité de Lausanne

Le Traité de Lausanne (1923), remplace le Traité de Sèvres (1920), mettant fin à la Grande guerre en ce qui concerne la Turquie et est le dernier traité résultant de la Première Guerre mondiale

Après la large victoire des troupes kémalistes contre les troupes grecques en septembre 1922, le traité de Sèvres devient définitivement caduc. Une conférence internationale se réunit alors afin de le remplacer par un nouveau traité, reflétant le nouveau rapport de force sur le terrain.

Elefthérios Venizélos, toujours en exil volontaire en France, est cependant choisi pour représenter la Grèce lors des négociations de paix. On compte sur lui pour transformer la défaite militaire en victoire diplomatique. Il se bat pour conserver à la Grèce la Thrace et les îles du

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

nord-est de l'Égée, les régions d'Asie mineure étant considérées comme définitivement perdues. Il défend l'idée d'une migration volontaire des populations. Dans la négociation, il accepte que les migrations soient obligatoires, mais obtient que les Grecs de Constantinople (où se trouve le **Patriarcat œcuménique)** et les Turcs de Thrace ne soient pas concernés.

Le chef de la délégation turque est **Ismet Inönü.** Après des mois de tractation, **le traité est signé le 24 juillet 1923** entre la Turquie d'une part et la France, l'Italie, l'Angleterre, le Japon, la Grèce, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes d'autre part.

Le traité reconnaît en premier lieu la légitimité du régime d'Atatürk installé à Ankara. Ensuite, les frontières de la Turquie moderne sont définies. **La Turquie renonce** à ses anciennes provinces arabes et reconnaît l'appropriation de Chypre par les Britanniques et du Dodécanèse par l'Italie. La Turquie moderne est donc limitée à l'Anatolie (occidentale et orientale) et la Thrace orientale. S'ensuivent des échanges de populations grecques et turques. **Les Alliés ont obtenu** d'importantes concessions de la partie turque pour les terres arabes et européennes de l'empire ottoman désormais défunt. Ils renoncent par contre à demander l'indépendance, voire simplement l'autonomie, du Kurdistan et de l'Arménie, auparavant prévues dans le traité de Sèvres. Les contrôles sur les finances et les forces armées turques sont supprimés. Les détroits des Dardanelles et du Bosphore sont ouverts sans restriction au commerce. Le traité de Lausanne met également fin au régime des Capitulations qui accordaient des conditions favorables aux institutions étrangères en Turquie, surtout dans le domaine économique.

1923 Échange de population entre la Grèce et la Turquie

Afin d'éviter toute reprise des hostilités et de limiter toute animosité future entre Grecs et Turcs, on décida dans le **Traité de Lausanne,** signé en 1923, entre les gouvernements de la Grèce et la Turquie, favorisé et surveillé par la communauté international, de procéder à un **échange de populations** afin de les homogénéiser.

Les Grecs présents en Turquie devaient partir pour la Grèce et les Turcs présents en Grèce devaient partir pour la Turquie. Cela causa de nombreux drames et **environ deux millions de personnes**, **réfugiées** le plus de force faites et ***de jure*** **denaturalisés des patries des siècles ou des milléniums**.

Les personnes déplacées, issues le plus souvent des classes populaires, durent quitter leur lieu de naissance et finalement leur patrie (terre de leurs ancêtres). Il fut aussi très difficile de déterminer qui était grec et qui était turc: on décida que la religion serait la définition de la nationalité. **Un Orthodoxe**, même s'il ne parlait que le turc, était considéré comme grec et déplacé vers la Grèce. **Un Musulman** était considéré comme turc. Au total, **1 200 000 «Grecs»** quittèrent la Turquie et **500 000 «Turcs»** quittèrent la Grèce. Cela causa un immense afflux de population en Grèce: Le Pirée connut par exemple une énorme explosion urbaine. Rien n'ayant

été prévu pour accueillir une telle quantité de réfugiés, les conditions de vie de ces derniers furent très longtemps précaires.

L' échange en 1923 de population entre la Grèce et la Turquie est la première en grande échelle. Une migration forcée ou expulsion mutuelle convenue au **20ème siècle** qui a mené à une élimination presque totale de la présence de la population grecque d' Anatolie, et à une élimination similaire de présence turque en Grèce.

1909-1923 Révolution Jeunes-Turcs – Abolition de l'Empire Ottoman - Naissance de la République de Turquie.

Les Jeunes-Turcs étaient un **parti politique nationaliste révolutionnaire** et **réformateur ottoman**, officiellement connu sous le nom de Comité Union et Progrès (CUP), qui voit le jour **le 14 juillet 1889.** Ses chefs ont mené une **rébellion contre le sultan Abdülhamid II** (renversé et exilé en 1909), planifié **le génocide arménien** et mis en œuvre **la turquification de l'Anatolie**. Ils trouvent leur origine dans les échecs politiques et militaires du gouvernement ottoman et son déclin progressif tout au long du XIX^{e} siècle et reprochent au Sultan de ne pas avoir été capable de résister aux pressions étrangères et dénoncent également son autoritarisme et sa brutalité. Il dirigea à plusieurs reprises le gouvernement de l'Empire ottoman entre 1908 et la fin de la Première Guerre mondiale en 1918.

Le mouvement était principalement constitué de Turcs mais s'allia à des partis nationalistes réformistes d'autres peuples ottomans comme le Dashnak arménien, puis se retourna contre eux pour promouvoir l'avènement **d'un État turc homogène** d'un point de vue ethnique et religieux, dont la traduction concrète fut la déportation et les persécutions des Arméniens et des Grecs depuis 1915.

Ils recrutent leurs membres dans les sociétés secrètes des étudiants progressistes des universités et des cadets militaires, qui voulaient moderniser et occidentaliser de fond la société. **Les formalités d'admission étaient inspirées du rituel maçonnique.** Le candidat avait les yeux bandés et était reçu par trois individus masqués et portant une pèlerine. Le candidat devait **prêter serment** en posant la main successivement **sur le Coran et sur une épée**. Il jurait d'assurer un meilleur avenir au pays, en obéissant aveuglément à tous les ordres venant de l'association.

En 1908, le Sultan envoie des agents pour enquêter sur les «Jeunes-Turcs» et des officiers membres du CUP lancent une guérilla contre lui. Ils se dépêchent de publier un manifeste dénonçant l'autoritarisme du Sultan et annonçant le début de la révolution. Rien n'était organisé, le CUP comptait à peine trois cents membres, les chefs n'avaient aucun plan, la réaction de l'armée demeurait inconnue. Le Sultan dépêcha un régiment pour combattre les rebelles, mais les soldats fraternisèrent avec les insurgés. Il envoie une division d'élite, mais elle refusa de marcher, les unités spéciales de l'intérieur de l'Anatolie aussi se solidarisèrent avec les révolutionnaires.

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

Le Sultan surnommé le « renard rouge » réagit avec promptitude; il annonça la remise en vigueur de la constitution de 1876, la création d'un gouvernement constitutionnel, rejeta toutes les fautes du régime sur ses conseillers et salua les révolutionnaires qu'il considéra officiellement comme les sauveurs du pays. Grâce à la restauration de cette Constitution des partis sont formés en vue d'élections, que le CUP gagna haut la main.

Les Jeunes-Turcs se donnent pour tâche principale de **régénérer l'Empire** en lui appliquant des institutions calquées sur celles des États occidentaux. Mais la structure ethnique, sociale et religieuse de l'Empire n'avait rien de semblable avec celle des autres États européens, le plus gros problème pour eux étant celui des minorités nationales. Il était impossible pour les Jeunes-Turcs de réunir les Grecs, les Turcs, les Arméniens, les Kurdes et les Arabes au sein d'un même État.

Mais les non-Turcs de l'Empire ottoman, ainsi que les pays voisins sont inquiets. Cette **révolution libérale** qui avait promis l'égalité entre les différents groupes ethniques de l'Empire commence à s'estomper devant la **politique d'*ottomanisation***. La question de la Macédoine se pose avec de plus en plus d'acuité. Cette région est peuplée de Grecs, de Bulgares, de Serbes, d'Albanais, de Turcs et de Valaques.

Néanmoins, ils n'ont pas eu le temps d'appliquer leur programme, une nuée de vieux politiciens exilés par Abdülhamid étaient revenus. Ils profitèrent des élections pour évincer les révolutionnaires du CUP, et prendre le contrôle du parti. Les artisans de la révolution quittèrent alors l'Anatolie. Six mois après la situation était pire qu'elle ne l'avait jamais été.

En avril 1909, l'anarchie grandissait de jour en jour, et des partisans du Sultan dépêchèrent partout des prêtres et des hodjas pour prévenir que le but des Jeunes-Turcs était la destruction de l'Islam et du Califat. Les islamistes et les cadets de l'armée tentèrent de réaliser une **contre-révolution** et réclamaient le retour du pouvoir du Sultan, l'abolition de la constitution et la mise en place d'un régime islamiste dur.

La situation était alors très grave pour le CUP qui venait de se faire expulser d'Istanbul. Les officiers appelèrent alors l'armée de Macédoine et donnèrent l'ordre à la deuxième et à la troisième armée de marcher sur Istanbul; elle y pénétra le 24 avril 1909. **Mustafa Kemal** occupait les fonctions de **chef d'état-major**.

Après les Guerres Balkaniques les Jeunes-Turcs, repoussés par les puissances européennes, ont amené, l'Empire ottoman à s'allier avec Berlin pendant la Première Guerre mondiale, dans l'espoir de reconquérir les provinces perdues.

Le Sultan Abdülhamid II se fait alors interner dans la villa Allatini à Salonique et il est remplacé par son frère Mehmed V (1909-1918) qui n'aura aucun pouvoir réel, marquant la fin de la monarchie absolue ottomane.

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

Les Jeunes-Turcs ont fait de profondes réformes, complétant ainsi **les Tanzimat**, les efforts du gouvernement ont été orientés vers une **modernisation rapide de la société**, en particulier dans les domaines de l'urbanisation, de l'agriculture, de l'industrie, de la sécularisation de l'État et de l'émancipation des femmes. Ils laïcisent les écoles et les tribunaux et des écoles sont spécialement ouvertes pour les femmes de l'Empire, dont les droits progressent également. Les premières années de gouvernance furent les plus démocratiques de toute l'histoire de l'Empire ottoman.

Le 13 octobre 1918, le ministre Talaat et le parti au pouvoir CUP démissionnent et quittent le pouvoir. Le gouvernement ottoman est alors placé sous l'autorité des puissances européennes dirigées par les Britanniques. En août 1920 le Sultan Mehmed VI signe le Traité de Sèvres qui consacre le démembrement puis le partage et la fin de l'Empire ottoman après six siècles d'existence.

Un nouveau mouvement nationaliste turc émerge alors en Anatolie sous la direction de **Mustafa Kemal (Atatürk)**, qui mène une guerre d'indépendance et met fin à l'occupation européenne. Il expulse les forces d'occupation grecques, britanniques, françaises et Italiennes puis il fait signer un autre traité européen le **Traité de Lausanne en 1923**. Ce nouveau traité rend caduc celui de Sèvres. **L'Empire ottoman cesse formellement d'exister en 1923, remplacé par la République de Turquie dirigée par Mustafa Kemal Atatürk.**

1881-1938 Mustafa Kemal Atatürk

Mustafa Kemal Atatürk, Mustafa Rıza selon l'état-civil, surnommé *Gazi* (« le Victorieux »), né à Salonique le 19 mai 1881 et mort à Istanbul le 10 novembre 1938, est **le fondateur et le premier président de la République turque.**

Après la Première Guerre mondiale et l'occupation alliée de l'Empire ottoman, ce militaire de carrière refuse de voir l'Empire ottoman être démembré par le traité de Sèvres. Accompagné de partisans, il se révolte contre le gouvernement impérial et **crée un deuxième pouvoir politique à Ankara.** C'est de cette ville qu'il mène la guerre contre les occupants à la tête de la résistance turque.

Sous son commandement, les forces turques ont vaincu les armées arméniennes, françaises et italiennes. Puis il défait les armées grecques qui occupent la ville et la région d'Izmir, la Thrace orientale et des îles de la mer Égée (Imbros, aujourd'hui Gökçeada, Ténédos, aujourd'hui Bozcaada et Moschonisi, aujourd'hui Alibey). Après la bataille du Sangarios (aujourd'hui Sakarya), la Grande assemblée nationale de Turquie lui donne le titre de **Gazi** (le victorieux); il parvient à repousser définitivement les armées grecques hors de Turquie. Suite à ces victoires, les forces britanniques choisissent de signer un premier armistice avec lui et s'engagent aussi à quitter le pays.

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

Mustafa Kemal affirme également une volonté farouche de rupture avec le passé impérial ottoman et de réformes radicales pour son pays. Inspiré par la Révolution française, il profite de ce qu'il considère comme une trahison du sultan lors de l'armistice de Moudros pour mettre un terme au règne du sultan**.** Il fait voter à l'Assemblée nationale **l'abolition de la monarchie** et fait expulser le **dernier sultan ottoman Mehmet VI le 1er novembre 1922**. Le titre de calife est donné par l'Assemblée nationale à Abdulmedjid, l'aîné de la maison ottomane. Il instaure ainsi **la laïcité:** séparation entre le pouvoir politique (sultanat) et spirituel (califat) qu' il inscrit dans la Constitution.

Sa plus importante réforme est **l'instauration de la république turque le 29 octobre 1923**, donnant à la nation turque le droit d'exercer la souveraineté populaire à travers une démocratie représentative. Il déplace la **capitale** d'Istanbul à **Ankara** et il occidentalise le pays à travers plusieurs réformes.

Il donne le **droit de vote aux femmes** et remplace **l'alphabet arabe par l'alphabet latin** avec les lettres spéciales **"ğ Ğ ı ş Ş"**, cette réforme sera connue sous le nom de ***Révolution des signes*.** Il considère le port du **fez**, porté depuis 1826, comme un symbole féodal et finit par l'interdire aux Turcs. En 1926, le calendrier musulman est remplacé par le **calendrier grégorien** et **la polygamie** est interdite. Il demande aux Turcs d'adopter aussi le **code vestimentaire européen**. Mustafa Kemal **n'interdit pas le port du hijab**, craignant une guerre civile mais son port est interdit aux fonctionnaires, et il est fortement déconseillé dans la vie publique. Il interdit également les **musiques et les danses orientales**. Et à partir de 1934, la radio n'émet plus que de la musique occidentale. Il favorise le développement d'une culture occidentale et investit à l'opéra, le ballet et la musique classique. En 1934, il promulgue une loi obligeant les Turcs à se doter d'**un nom de famille**.

Il adopte le code commercial allemand, le code pénal italien, et le code civil suisse, avec certaines modifications ou adaptations., les hommes et les femmes deviennent égaux en droits, et les citoyens turcs deviennent devant la loi aussi libres qu'un citoyen helvétique.

Sous sa présidence autoritaire, la Turquie a mené une **révolution sociale** sans précédent, qu'on appelle généralement **«révolution kémaliste».** Le 24 novembre 1934, l'Assemblée lui donne le nom d'**Atatürk**, ce qui ne veut pas dire «père des Turcs», mais le «Turc-Père», au sens de « turc comme l'étaient les anciens », le mot *Ata* voulant dire ancêtre.

Mustafa Kemal connaît le français, l'anglais et l'allemand et est passionné par la Révolution française et les idées des Lumières. C'est en partie sur ces principes que s'est construite la République turque.

Il meurt d'une cirrhose du foie le 10 novembre 1938 à 9h05. Au cours des funérailles nationales, il est enterré au musée ethnographique d'Ankara. Sa dépouille repose aujourd'hui dans le mausolée dit de l'Anıtkabir.

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

La question kurde

Suite à la laïcisation et à l'occidentalisation du pays imposée par Mustafa Kemal, la problématique des minorités religieuses et culturelles est posée, en particulier celle de la communauté kurde. Le souhait du gouvernement kémaliste est d'avoir une **Turquie homogène ethniquement et religieusement.** Mustafa Kemal voit l'addition de différentes nationalités en Turquie comme une faiblesse, dont pourraient se servir les Européens et en particulier les Britanniques pour diviser et détruire la Turquie.

Les Kurdes sont musulmans, sans être sémites. Ce ne sont donc pas des populations arabes, c'est pourquoi la Turquie affirme que ce sont «des populations authentiquement turques». La volonté est donc de **les assimiler** au groupe majoritaire. Néanmoins, les Kurdes ont des revendications nationalistes et séparatistes, et leur langue appartient en fait au groupe des Langues indo-européennes (famille iranienne). Le problème se complexifie encore par les revendications turques sur les vilayets de Mossoul et de Kirkouk, deux régions d' Irak riches en pétrole et où vivent une majorité de Kurdes et Turkmènes.

Dans le cadre de l'assimilation kurde, le gouvernement de **Kemal vote en 1924 une loi qui interdit l'usage du kurde dans les publications écrites et dans les écoles**. Une grande révolte kurde menée par le Cheikh Saïd éclate alors. Les tribus kurdes attaquent Elazığ, Maras et Bitlis et soutiennent ouvertement l'ancien régime du Sultan (lequel avait signé le traité de Sèvres qui garantissait l'autonomie Kurde) contre la République. La révolte est soutenue par des sociétés secrètes islamiques et de grands journaux. De leur côté, pour empêcher le rattachement de Mossoul et de Kirkouk à la Turquie, **le Royaume-Uni** encourage les rebelles kurdes à la révolte et leur fournit armes et subsides.

Mustafa Kemal décide d'envoyer neuf divisions en Anatolie, en donnant l'ordre à ses soldats de réprimer les insurgés. Il crée des tribunaux dits d'indépendance et des cours martiales, emprisonnent tous les Kurdes reconnus coupables d' «atteinte à la sûreté intérieure de l'État». **Quarante-six meneurs sont pendus** sur la grande place de Diyarbakir. Le but du gouvernement d'Ankara est de faire d'eux des exemples et de dissuader les Kurdes d'encore recourir à la révolte. Il décide par la même occasion de supprimer les turbés et les dervicheries, les sectes religieuses, les couvents et les confraternités qu'il accuse de soutien envers les nationalistes kurdes. La révolte est matée mais la Turquie finit par reconnaître l'autorité de l' Irak sur Mossoul en juin 1926.

En 1930 la révolte éclate à nouveau et l'armée Turque mobilise près de 70 000 hommes et 100 avions pour mater la rébellion. En 1932, la loi martiale est décrétée sur le territoire kurde, la **déportation et la dispersion d'une partie de sa population** en Anatolie orientale est organisée. Le 14 juin 1934 une loi connue en tant que **« Loi n°2510 »** promulgue entre autres des déplacements de populations en vue de l'assimilation de la population kurde. La population kurde s'y oppose et d'autres révoltes éclateront, notamment en 1937-1938 à Dersim avec le leader Seyid Riza, et d'autres qui s'étendront jusqu'au Kurdistan irakien.

Lors d'un discours tenu le 1er novembre 1936, Mustafa Kemal reconnaît que le problème kurde est un des plus graves problèmes intérieurs de la Turquie.

1940-1945 Seconde guerre mondiale

Le 28 octobre 1940, l'ambassadeur italien à Athènes, Emanuele Grazzi, adresse au Premier ministre grec, Ioannis Metaxas, **un ultimatum** demandant **le libre passage des troupes italiennes** sur le sol grec. Le refus de Metaxas (feté le 28 octobre comme **"le jour du non")** déclenche l'offensive italienne contre la Grèce. Mussolini espère imiter les succès militaires de Hitler. Mais l'armée grecque résiste, puis **contre-attaque occupant un quart du territoire albanais.** En mars 1941, une nouvelle offensive italienne échoue, et l'Italie est à nouveau humiliée.

Le 6 avril 1941, l'Allemagne envahit la Grèce depuis la Bulgarie afin de «venger» son allié italien et sécuriser son front sud. L'armée grecque, largement inférieure en nombre et en équipements, s'effondre. **Athènes tombe le 27 avril 1941**. Après la chute de la Crète le 1er juin, la Grèce est sous la **domination des puissances de l'Axe: l'Italie, l'Allemagne et la Bulgarie** et elle est divisée en trois zones d'occupation**.** Un gouvernement collaborateur voit le jour à Athènes. Mais le *Führer* est pressé de rapatrier ses troupes vers le nord, et il annonce le 13 mai, avant même **la Bataille de Crète**, son intention de partager le pays avec les Italiens

Le roi Georges II anime un gouvernement en exil. Une partie des forces armées grecques parvient à rejoindre le Moyen-orient dominé par les Britanniques. Réarmées et encadrées par les Britanniques, placées sous l'autorité du gouvernement grec en exil, et renforcée par des volontaires issus des communautés grecques expatriées, les troupes grecques forment en Palestine mandataire **l'*Armée hellénique royale du Moyen-Orient***, qui participe aux combats aux côtés des Alliés, notamment lors des campagnes d'Afrique et du Moyen-Orient, où elles contribuent à la seconde **bataille d'El Alamein**. La 3ème brigade de montage des forces grecques libres participe ensuite à la campagne d'Italie et prend part à l'offensive contre la ligne gothique.

Dans le pays, la déportation des juifs est mise en œuvre. L'occupation de la Grèce s'avère être une dure épreuve pour la population civile: plus de **300 000 personnes meurent de faim**, des milliers d'autres, des **représailles des occupants,** le pays abrite **un des mouvements de résistance les plus actifs de l'Europe occupée** et l'économie du pays est ruinée.

La première, et modeste, **action de résistance** en Grèce eut lieu dans **la nuit du 30 mai 1941,** avant même la fin de la bataille de Crète, quand **deux étudiants, Apostolos Santas** et **Manolis Glezos, arrachèrent le drapeau nazi accrochée sur la face nord-ouest de l'Acropole**.

À l'été 1944, la situation s'aggrave pour l'Axe sur le Front de l'Est et le Front du Sud. Début septembre, l'Union soviétique envahit la Bulgarie et la force à changer de camp. L'avancée des troupes soviétiques en Europe de l'est, les gains territoriaux réalisés par la résistance grecque et le débarquement des troupes britanniques en octobre 1944 entraînent le retrait des Allemands du territoire national.

En parallèle, des groupes importants de résistance luttent ouvertement contre les puissances occupantes, contrôlant même certaines régions montagneuses dans le nord-ouest, malgré les opérations de répression menées par les Allemands et le gouvernement collaborateur grec.**Mais la resistance est accompagnée de tensions grandissantes** entre les groupes de résistants monarchistes, nationalistes et communists qui commencent à s'entre-déchirer à la fin de 1943, surtout **entre les communistes et les non-communistes.** Lorsque la Grèce est libérée en octobre 1944, elle se trouve dans un état de crise qui la plonge dans la **guerre civile.** Les Alliés souhaitent éviter une prise de pouvoir par les communistes grecs, et planifient un débarquement. Les États-Unis ne souhaitant pas ouvrir un deuxième front en Europe du sud. La situation est prise en main par le Royaume-Uni qui, ayant déjà soutenu les Partisans communistes yougoslaves, veut éviter un passage au communisme de l'ensemble des Balkans. Le 26 septembre**, l'EDES** et **l'EAM-ELAS,** ainsi que le gouvernement grec en exil, acceptent de placer leurs troupes sous le commandement du lieutenant-général britannique **Ronald Scobie.**

La résistance grecque comptait entre **20 000 et 30 000 combattants**, **l'EAM-ELAS** étant le mouvement le plus puissant et le mieux structuré. **L'EDES** était surtout actif dans la région de l'Épire.

L'occupation prend fin en octobre 1944 avec le retrait des troupes allemandes de la partie continentale du pays. Cependant, dans quelques îles, comme en Crète et le Dodécanèse, les garnisons allemandes restent présentes **jusqu'en mai-juin 1945.**

Le 12 octobre 1944, les Allemands évacuent Athènes. Deux jours plus tard, les troupes britanniques de Ronald Scobie débarquent dans la capitale. Le 17 octobre, les navires britanniques et grecs entrent dans la baie du port de Phaleron. Le lendemain, **le gouvernement d'union nationale**, formé en avril par le **roi Georges II** et dirigé par **Gheórghios Papandréou**, arrive dans la capitale. Les troupes alliées investissent le pays alors que les occupants sont en pleine retraite: les derniers soldats allemands quittent la Grèce à la fin octobre.

La tension politique est cependant extrême et dégénère en **conflit armé** entre les communistes grecs, les républicains, les autorités monarchistes et les Britanniques. Une trêve précaire est conclue en février 1945. L'Archevêque Damaskinos, chef du gouvernement, assure la régence du Royaume en attendant que le maintien ou non de la monarchie soit décidé.

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

1941 La Bataille de Crète

La bataille de Crète oppose les troupes britanniques et alliées (néo-zélandaises, australiennes et grecques) aux parachutistes allemands pendant 10 jours, du 20 au 31 mai 1941, ce fut la dernière bataille de la campagne des Balkans.

Le matin du 20 mai 1941, **le III^{e} Reich lance une invasion aéroportée sur la Crète** sous le nom de code **« Opération Merkur »**. 17 000 parachutistes allemands sous les ordres du général Kurt Student sont largués sur trois points : Maleme, Héraklion, et Réthymnon. Leur but est de s'assurer de ces trois aérodromes pour permettre l'arrivée de renforts aérotransportés par la Luftwaffe qui dispose alors de la maîtrise du ciel, alors que la Royal Navy est encore maîtresse des mers et empêche tout débarquement.

Pendant deux semaines, la bataille fait rage; au moins 4 000 paras allemands sont tués, et 500 capturés. Malgré la victoire allemande sur les troupes britanniques et néo-zélandaises du général Bernard Freyberg, qui ont perdu 15 000 hommes, aucune autre opération aéroportée d'envergure ne sera lancée par les Allemands jusqu'à la fin de la guerre et les Fallschirmjäger seront employés comme troupes d'élite sur tous les fronts.

1942 "Varlik" la taxe sur la proprieté des minorités

En 1942 le gouvernement turc a mis en vigueur une **taxe special, nomée «Varlik»,** imposée sur la proprieté des minorités (Grecs, Arméniens, Juifs). Elle devait être payée en une fois, en cas oppose la personne était exilée dans des camps de travail forcé. Malnourris, maltraités, souvent les gens ne survivait pas dans les camps de travail forcé. Au vrai c'était une taxe qui dénudait les gens de leur fortune. Heureusement le Varlik a été **supprimé à la fin 1943**. D' ailleurs les minorités croyaient que cette décision du gouvernement turc était due aux mauvais résultats de **la bataille de Stallingrad.**

1943 Le sort des Juifs en Grèce

Avec la délimitation des zones d'occupation, Thessalonique passe sous contrôle allemand et la Thrace sous contrôle bulgare; des mesures antisémites sont rapidement prises, et le port de **l'étoile jaune** est imposé. En décembre 1942, le cimetière juif de Thessalonique est démoli pour obtenir du matériel de construction.

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

En mars 1943, les déportations de juifs commencent depuis les zones d'occupation allemandes et bulgares. En septembre, après le retrait italien, les Allemands investissent la zone précédemment occupée par leur ancien allié. **Les communautés romaniotes**, bien intégrées, bénéficient du soutien d'une partie de la communauté chrétienne orthodoxe. **L'archevêque Damaskinos** favorise la création de milliers de faux certificats de baptême. Le chef de la police d'Athènes procure plus de 20 000 faux papiers aux familles juives. **Elias Barzilai, grand rabbin d'Athènes**, détruit les registres de la communauté après que le Département des affaires juives les lui a réclamés, et conseille à tous les Juifs d'Athènes de se mettre à l'abri. Lui-même est caché par des membres de l'EAM-ELAS (l'armée de la résistance grecque). Environ **60 000 juifs périssent** durant l'occupation, soit 81% de la communauté israélite grecque, dont 91% des juifs de Thessalonique et 50% de ceux d'Athènes. Le taux de mortalité dépasse 90% dans les zones bulgares.

Aux sabotages et aux actions de guérilla contre les Italiens succédèrent bientôt de véritables batailles rangées. À l'été 1943, plusieurs villes, comme Karditsa, Grevena ou Metsovo, étaient aux mains des résistants. Un territoire de 30,000 km², allant de la Mer Ionienne à la Mer Égée, fut progressivement libéré des occupants.

1946-1949 Guerre civile grecque

La guerre civile grecque commença en **1946 et s'acheva en 1949**. Elle est le premier exemple d'une insurrection communiste après la Deuxième Guerre mondiale. Lors des élections du 3 mars 1946, les monarchistes obtiennent la majorité des voix. Un **référendum** garantit le retour sur le trône de Georges II. Mais ce résultat électoral provoque **la guerre civile avec les communistes**. Le conflit dure jusqu'en 1949 et s'achève par la victoire des forces gouvernementales. Paul I^{er} a entretemps succédé à son frère Georges II, décédé en 1947.

En octobre 1944, aussitôt après la retraite des forces allemandes, **Winston Churchill,** pour éviter d'être mis devant le fait accompli d'un passage de la Grèce au communisme, fit débarquer au Pirée la brigade britannique du **général Scobie** qui exigea le désarmement de l'ELAS et sa dissolution. Mais la résistance communiste, aguerrie par trois ans de combat contre les Allemands, dont elle avait récupéré l'armement, engagea le combat contre les Anglais et domina rapidement la quasi totalité de la Grèce continentale, à l'exception de Salonique et d'Athènes: ce fut la **Première Guerre civile grecque**. Elle cessa en février 1945, à la suite de la **conférence de Yalta,** lorsque **Staline** demanda à l'EAM-ELAS d'accepter **la trêve de Varkiza** et la régence exercée par le métropolite d'Athènes: monseigneur Damaskinos, jusqu'au retour du roi Georges II qui eut lieu après un plébiscite (en septembre 1946).

L'année suivante, lorsque **la guerre froide** commença à opposer les alliés, **Staline** demanda aux communistes **de rompre la trêve**: ce fut **la seconde guerre civile grecque**. L'EAM-ELAS

établit un gouvernement révolutionnaire à Konitsa, en Épire. De 1946 à 1949, de violents combats se poursuivirent dans des conditions atroces, entre les communistes et le gouvernement soutenu par l'Angleterre, puis les États-Unis. La guerre s'est donc terminée après la rupture entre Tito et Staline, quand la Yougoslavie, principal fournisseur d'armes, arrêta ses livraisons. Les partisans communistes durent déposer les armes en octobre 1949.

Beaucoup moins connue que celle d'Espagne, mais proportionnellement aussi tragique, la guerre civile grecque aurait fait **150 000 morts et des dizaines de milliers de réfugiés dans les pays communistes** (de 80 à 100 000 selon les estimations). De nombreuses familles furent déchirées par le conflit, des milliers d'enfants se trouvèrent orphelins ou enlevés à leurs familles.

En 1949, la Grèce est en piteux état: on estime qu'elle aurait **perdu environ 8 % de ses habitants** à cause de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre civile. Les destructions furent importantes: **1,2 million de sans-abris**, la majeure partie de la flotte marchande détruite, les infrastructures réduites à néant, tout comme les capacités agricoles et industrielles.

Après le conflit, la Grèce entreprend sa reconstruction grâce au **Plan Marshall**. Avec le **traité de Paris de 1947,** elle récupère l'archipel du **Dodécanèse.** Le pays souffre cependant d'une grande instabilité gouvernementale jusqu'en 1952. Le gouvernement d'Aléxandros Papágos assure une certaine stabilité. **Une nouvelle constitution**, **interdit le Parti communiste de Grèce** et **les femmes obtiennent le droit de vote.** Une politique de conciliation et d'alliance est poursuivie avec la Turquie et la République fédérale populaire de Yougoslavie. Le gouvernement de **Konstantínos Karamanlís** poursuit cette politique.

La Grèce est membre de l'OTAN depuis 1952 de l'Union européenne depuis 1981 et de la zone euro depuis 2001.

En 1964, le chef de l'opposition **Georges Papandréou** remporte la victoire aux élections législatives. La même année, le jeune Constantin II succède à son père, le roi Paul I^{er}.

1950-1953 La guerre de Corée

La **guerre de Corée** eut lieu du 25 juin 1950 au 27 juillet 1953,**1950 à 1953** entre les forces de la Corée du Nord communiste, soutenues par la République populaire de Chine et l'Union soviétique, et celles de la Corée du Sud sous influence occidentale, soutenues par les Nations unies (principalement les États-Unis).

Les origines de la guerre de Corée, donnent lieu à des interprétations divergentes au Nord et au Sud. Pour Séoul et la communauté internationale, la guerre a été déclenchée par une agression nord-coréenne selon un plan établi préalablement en liaison avec Moscou, ce qui a été démontré par l'ouverture des archives soviétiques. Pour Pyongyang, le franchissement par ses troupes du

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

38e parallèle est la riposte à une attaque surprise de l'armée sud-coréenne sous le commandement de conseillers américains. De fait, la multiplication des incidents de frontières témoignait d'une aggravation des tensions militaires à la veille du conflit.

La guerre de Corée s' achève par un retour au *statu quo ante bellum* le 27 juillet 1953 (signature d'un armistice). La guerre a fait **deux millions de victimes**, déplacé des millions de personnes et séparés des centaines de milliers de familles.

Le Corps Expeditionnaire Grec à Corée fut la première expedition d'alliance, expédié dans le cadre de l'ONU. Ce coprs constituait de forces d'infanterie (1.000 soldats) et des forces aériènnes composées d'un escadron de 67 personnes et 7 avions C-47 Dacota. Il resta à Corée jusqu' à l'automne de 1955 et se retira après la decision du gouvernement grec dirigé par **Constantinos Caramanlis** comme **réaction aux hostilités du pogrom** organisés contre les Grecs **de Constantinople** et le Patriarcat Oecuménique, par les Turcs qui participaient aussi à la Guerre de Corée.

1955 Le Pogrom de Constantinople (Istanbul)

Le **pogrom d'Istanbul**, **6–7 septembre 1955**, aussi connu sous le nom d'**émeutes d'Istanbul** ou de **pogrom de Constantinople** (en grec événements de Septembre) est un pogrom principalement dirigé **contre la minorité grecque** d'Istanbul.

Les émeutes sont orchestrées par la contre-guérilla, branche locale du réseau Gladio chapeautée par l'armée turque. Elles ont lieu après que la nouvelle de **l'explosion d'une bombe** le jour précédent dans le **consulat turc de Thessalonique**, lieu de naissance de Mustafa Kemal Atatürk, a été diffusée. L'enquête révèle très vite que cet attentat a été **réalisé par un Turc** dans le cadre d'une opération montée de toutes pièces *false flag*: de l'aveu même du général de corps d'armée Fatih Güllapoglu, c'est le «département de guerre spéciale» (antenne de la CIA) qui planifia cet attentat impliquant par ailleurs deux attachés du consulat turc **arrêtés en flagrant délit** par la police grecque. Mais la presse turque n'informe pas le public de cette conclusion.

Des émeutiers en colère, la plupart acheminés par avance en camion dans la ville, prennent d'assaut le quartier grec d'Istanbul pendant neuf heures. Bien qu'ils n'appellent pas explicitement au meurtre de leurs victimes, **plus d'une douzaine de personnes décèdent** pendant ou après le pogrom suite aux bastonnades et aux incendies volontaires. Les communautés juives et arméniennes sont elles aussi victimes d'exactions.

Le pogrom accélère le départ des Grecs d'Istanbul: la communauté passe de 135 000 membres avant l'attaque à 7 000 en 1978 et 2 500 en 2006. Selon certains analystes, cet événement s'inscrit dans le **processus de turquisation** commencé durant le déclin de l'Empire ottoman plus que dans le cadre d'un conflit bilatéral entre deux États. Pour étayer ce constat, ils

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

rappellent qu'à l'époque des faits, environ 40% des biens fonciers stambouliotes appartiennent aux minorités.

1956 La nationalization du Canal de Suez

L' été 1956, le président de la République d'Égypte Gamal Abdel Nasser, **annonça la nationalisation du canal de Suez,** ce qui allait directement contre les intérêts du Royaume-Uni et de la France qui co-géraient le canal.

Le 26 juillet 1956, Nasser, après la nationalization du canal transfère le patrimoine de la compagnie du canal à la **Suez Canal Authority** dans le but de financer la construction du **barrage d'Assouan** à la suite du refus des États-Unis de fournir des fonds. En représailles, les avoirs égyptiens sont gelés et l'aide alimentaire supprimée. Les principaux actionnaires du canal étaient alors britanniques et français. De plus Nasser dénonce la présence coloniale du Royaume-Uni au Moyen-Orient et soutient les nationalistes dans la guerre d'Algérie.

Le 29 octobre 1956, le Royaume-Uni, la France et Israël se lancent dans une opération militaire, baptisée **«Opération Mousquetaire»** qui fut décidée dès le début d'août 1956**.** Ils veulent que les propriétaires qui ont financé le canal et ont contribué à sa prospérité ne soient pas dépossédés de ce qu'ils considèrent être leur dû.

Le 29 octobre le conflit contre l'Égypte fut enclenché par Israël, le lendemain les armées franco-anglaises passèrent à l'action. Cependant sous la pression de l'Union Soviétique qui menaça d'utiliser sa bombe atomique et le manque de soutien des États-Unis, ils furent obligés de retirer leurs troupes d'Égypte. L'opération de Suez dure une semaine, l**es Nations unies confirment** cependant **la légitimité égyptienne** et condamnent l'expédition franco-israélo-britannique par une résolution. Ce fut **une victoire pour Nasser** qui devint **un héros pour les Arabes.** De plus -fait marquant de ce conflit- c'est la première fois que les casques bleus seront utilisés pour apaiser la situation.

De nombreux actionnaires, français, britanniques et égyptiens, sont ruinés. L'Égypte refuse de les indemniser. On compte quelques cas de suicides parmi les anciens actionnaires français, des manifestations devant l'ambassade d'Égypte, des pétitions mais qui n'ont pas d'effet.

Après **la guerre des Six Jours de 1967**, le canal reste **fermé jusqu'en 1975**, une force de maintien de la paix de l'ONU restant sur place jusqu'en 1974.

Du fait de l'augmentation de la **piraterie** au débouché de la mer Rouge, certains armateurs ont envisagé de l'éviter à nouveau. Ils y ont finalement renoncé, car les diplomates ont tiré la sonnette d'alarme. Les revenus générés par le canal, bien qu'en diminution, sont vitaux pour l'Égypte. Ils représentent la troisième source de devises du pays, environ quatre milliards de

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

dollars par an, soit 10 % du budget de l'État. La suppression de cette *manne* pourrait avoir des conséquences dramatiques et déstabiliser l'un des grands alliés de l'Occident au Proche-Orient.

1918-1970 Gamal Abdel Nasser

Gamal Abdel Nasser est né le 15 janvier 1918 à Alexandrie et mourut le 28 septembre 1970. Il fut **le deuxième président de l'Égypte** après Mohammed Naguib. Il peut être considéré comme l'un des principaux dirigeants politiques arabes de l'histoire moderne.

À l'âge de 16 ans, il a été incarcéré après des combats de rues entre le mouvement indépendantiste égyptien, El Fatat (Jeune Égypte) et la police. Il **participe à la guerre israélo-arabe de 1948-1949** pendant plusieurs mois. Il est l'architecte de la station de radio ***La voix des Arabes*.**

Le lieutenant-colonel Nasser fonde et devient le leader du Mouvement des officiers libres, un groupe de jeunes militaires âgés en général de moins de 35 ans, qui avait pour but de **renverser le roi Farouk**. **Le 23 juillet 1952, il conduit un coup d'État militaire** contre le roi Farouk I^{er}, et **proclame la république** un an plus tard, **mettant fin au Royaume d'Égypte.**

Le pays est alors gouverné par un **conseil révolutionnaire** réunissant onze officiers sous les ordres de Nasser qui était le **ministre de l'intérieur** et était considéré comme le véritable instigateur du coup d'État. **Au début de 1954** il arrête le dirigeant du pays, le général **Mohammed Naguib** et devient le **premier ministre égyptien**. **Nasser centralise l'État égyptien**, il fait augmenter les pouvoirs du président de la république, il nationalise l'industrie, procède à une réforme agraire, et met en œuvre de grands projets de travaux public, comme le **barrage d'Assouan.**

En 1954, pendant qu'il faisait un discours, **Mahmoud Abd al-Lati**f, un supposé membre des Frères musulmans, **tira huit balles vers lui.** Bien qu'à courte distance tous les tirs échouèrent. Nasser continua à parler en disant : « Laissons-les tuer Nasser. Il n'est qu'un parmi beaucoup».

En 1955 Nasser participa à la **conférence de Bandung** qui fut le point de départ de la création du **Mouvement des non-alignés.** Il demanda à l'URSS si elle serait disposée à lui vendre des armes. L'ambassadeur soviétique au Caire lui fait part de l'accord de son pays. Les États-Unis acceptent de lui vendre des armes mais l'Égypte n'a pas les devises pour payer alors que les soviétiques acceptent d'être payé en coton. Finalement le 27 septembre 1955 Nasser annonce publiquement le contrat d'armement avec l'URSS.

L'été 1956 il annonça la nationalisation du canal de Suez. L' intervention militaire israilo-franco-anglaise le 29 octobre, ne réussit pas et ils furent obligés de retirer leurs troupes d'Égypte.

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

Ce fut **une victoire pour Nasser** qui devint **un héros pour les Arabes.** De plus, fait marquant de ce conflit, c'est la première fois que les casques bleus seront utilisés pour apaiser un conflit.

Nasser inspire les nationalistes dans tout le monde arabe. Il suit une **politique panarabe**, qui a favorisé la confrontation entre les états arabes et les états occidentaux, demandant à ce que les ressources du monde arabe servent les intérêts du peuple arabe et non l'intérêt des occidentaux présenté par l'état comme *impérialiste*.

En 1958 les militaires égyptiens et syriens demandent au président Nasser la fusion entre ces deux pays pour former **avec la Syrie** la **République arabe unie** et essayent d'y inclure le Yémen. L'union est dissoute en 1961. L'Égypte continue à utiliser le nom jusqu'en 1971.

De plus, Nasser est **l'une des figures historiques de l'émergence du Tiers-Monde**, une **troisième force politique** face aux deux blocs, occidental et soviétique. **En compagnie de Nehru et Tito du mouvement des non-alignés**, il se présente comme l'un des leaders des pays issus de la **décolonisation.** Il met notamment en garde les pays ayant acquis fraichement leur indépendance contre **une nouvelle forme de colonisation économique** que ce soit par l'occident ou par le bloc soviétique.

Nasser veut obtenir le rétablissement des droits du peuple palestinien. Il remilitarise le Sinaï a l'encontre des accords de 1956. **Le 23 mai 1967**, l'Égypte bloque l'accès à la route du sud essentielle à l'approvisionnement des Israéliens en pétrole et blocus du port d'Eilat. **Israël** considère cela comme un ***casus belli*.** La tension dans la région glissait d'un relatif status quo vers une guerre régionale.

Israël attaque l'Égypte sans déclaration de guerre et bombarde les aérodromes et les bases militaires égyptiennes, occupe le Sinaï **et gagne la guerre**. Après sa défaite dans **la guerre des Six Jours**, **Nasser présente sa démission**, mais des manifestations de rue lui demandent de rester au pouvoir. Il cherche à récupérer les territoires égyptiens occupés et organise une **«guerre d'usure»** en 1969-1970 qui mènera **Sadate son successeur** à l'attaque égyptienne de 1973 contre Israël (guerre du Yom Kippour).

Nasser meurt d'une crise cardiaque le 28 septembre 1970. Sa mort a été provoquée par un travail excessif, il lui arrivait de travailler plus de 18 heures par jour, en consommant la même journée près de cinq paquets de cigarettes. Ses funérailles ont eu lieu le 1er octobre, devant près de cinq millions de personnes. Il était marié et eut cinq enfants (trois fils et deux filles).

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

1967 – 1974 Dictature des colonels

La Grèce est dirigée par **l'Union du Centre**, libérale et héritière du vénizélisme et **Georges Papandréou** est le chef du parti. Il apparaît favori pour les élections législatives de 1967, mais celles-ci sont empêchées par un **coup d'État militaire**, réalisé le **21 avril 1967**. **Une junte militaire de colonels,** emmenés par **Gheorghios Papadopoulos** prennent le pouvoir par la force et abolissent la constitution.

Une tentative de **contre-coup d'État** organisée par le roi Constantin II le **13 décembre 1967** aboutit finalement à l'**exil de la famille royale** à Rome. La Grèce se retrouve sans gouvernement ni chef d'État. Malgré tout, la monarchie est officiellement maintenue et **le «conseil révolutionnaire» de la junte militaire** assume le titre de **régent**. L'année suivante, le régime des colonels promulgue une nouvelle constitution, qui ne maintient la monarchie que sur le papier. Le Royaume de Grèce demeura cependant jusqu'en 1973.
Pour conserver et consolider leur pouvoir, les colonels cherchèrent à éliminer toute forme d'opposition et de contestation. Dès le coup d'État, des personnalités politiques, principalement de gauche, mais aussi des libéraux et de simples défenseurs des droits de l'homme, furent persécutés. Malgré la censure, de nombreuses manifestations contre le régime eurent lieu.

À l'étranger aussi, les Grecs en exil politique organisaient des manifestations contre la dictature. Ainsi, en 1969, la Grèce fut exclue du Conseil de l'Europe. Dès 1967, l'accord d'association qui liait la Grèce à la Communauté européenne avait été mis en sommeil.

Le 29 juillet 1973, le régime organisa **un plébiscite** qui aboutit à l'abolition de la monarchie et à la proclamation de la République, dont Papadópoulos prit le titre de président.

La crise chypriote fut fatale au régime des colonels, déjà affaibli par une forte protestation, des étudiants principalement (**occupation de l'École Polytechnique** (Politechnion), évacuée par les chars le **17 novembre 1973.**

La Grèce avait un accord de défense avec Chypre. La Turquie attaqua et occupa une partie de l'île.

Après la chute de la dictature, le gouvernement de **Konstantínos Karamanlís** organise un nouveau **référendum**. Le 8 décembre 1974, 69% des électeurs grecs se prononcent pour **la fin de la monarchie** et l'établissement de la République. Une nouvelle constitution fut rédigée la même année.

La Grèce est une **république parlementaire** depuis la constitution de 1975. Le pouvoir exécutif est assuré par le **président** de la république élu par le parlement à la majorité des 2/3 et un premier ministre issu de la majorité parlementaire.

Les dictateurs furent condamnés à la peine de mort pour haute trahison et mutinerie commué en prison à perpétuité.

1907-1998 Konstantínos Karamanlís

Konstantínos Karamanlís né le 8 mars 1907 dans le village de Proti pres de la ville grecque Serres, en Macedoine et décédé le 23 avril 1998, est un homme politique grec du milieu du XX^{e} siècle. Il fut **plusieurs fois Premier ministre** avant d'être élu **président de la République à deux reprises** (1980 et 1990). Il ne devint citoyen grec qu'en 1913 quand la Macédoine fut réunie à la Grèce. Il partit à Athènes pour ses études de droit. Il entra en politique au *Parti populiste* conservateur. Il fut **élu député pour la première fois à l'âge de 28 ans** avant la Seconde Guerre mondiale.

Après la guerre, Karamanlís monta rapidement les échelons du monde politique grec. **En 1947** premier poste de **ministre de l'Emploi**, puis il devint **ministre des Travaux publics**. Quand le premier ministre Papágos mourut en 1955, le roi Paul Ier le nomma **Premier ministre**.

Karamanlís réorganisa le *Synagermos* en *Union radicale nationale* (ERE) et gagna une solide majorité lors des trois élections suivantes (1956, 1958 et 1961). En 1959, il annonça un plan quinquennal pour l'économie grecque en insistant sur l'agriculture, la production industrielle, et en prévoyant de lourds investissements dans les infrastructures et la promotion du tourisme. **Sur le plan international**, Karamanlís se prononça **en faveur de l'indépendance de Chypre.**

La tension entre le Premier Ministre et le palais augmente lorsque Karamanlís mit son **veto** à une initiative de **collecte de fonds par la reine Frederika**. En 1963 **il démissionna** après un nouveau désaccord avec le roi Paul de Grèce et partit quatre mois à l'étranger. Le pays était alors en ébullition à cause de l'assassinat du docteur **Gregoris Lambrakis,** par l'extrême-droite un membre de la gauche au parlement.

En Novembre, **Karamanlis et son parti perdirent les élections législatives** au profit du parti de **l'Union du Centre de Georgios Papandreou**. Déçu par le résultat Karamanlís quitta la Grèce sous le nom de Triadafyllidis et passa les **onze années** suivantes en un **exil à Paris** où il devint un **ami de Valéry Giscard d'Estaing**.

Au long de son exil en France, Karamanlís s'opposa, verbalement, à la dictature des colonels qui avait pris le pouvoir en avril 1967. **En juillet 1974**, **le régime des colonels**, placé dans l'impasse à la suite de l'invasion de Chypre par les Turcs, **crut bon de faire appel à Karamanlís** qui ne posa aucune condition et retourna à Athènes, à bord de l'avion présidentiel français, prêté par Valéry Giscard d'Estaing. Il fut alors proclamé **Premier Ministre d'un gouvernement d'union nationale.**

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

Pendant cette période appelée «metapolítefsi», Karamanlís légalisa le Parti Communiste grec (KKE), adopta une approche douce pour faire partir les collaborateurs et les sympathisants de la dictature et il a orchestré avec succès la transition de la dictature à la démocratie parlementaire.

Voulant confirmer son autorité, annonça des élections pour novembre 1974 Karamanlís et son nouveau parti, **Nea Dimokratia** obtinrent une majorité écrasante au Parlement et il **resta Premier Ministre**. Ces élections furent alors suivies rapidement par le **plébiscite de 1974** pour la confirmation de **l'abolition de la monarchie au profit de la République**. En 1977 après de nouvelles élections il continua en tant que **Premier Ministre jusqu'en 1980**. Il se fit alors élire **Président de la République**. Réélu en 1990 par une majorité parlementaire conservatrice, Karamanlís resta président jusqu'en 1995.

Il parvint à signer l'acte d'adhésion de son pays à la communauté économique européenne le 28 mai 1979 à Athènes, mais uniquement grâce à l'appui indéfectible et à l'opiniâtreté de Valéry Giscard d'Estaing. Pour lui et Caramanlis**, l'entrée de la Grèce dans la Communauté européenne** était le moyen d'ancrer définitivement la Grèce dans le camp occidental et d'y affermir le régime démocratique, tout en la protégeant contre les vélléïtés belliqueuses ou irrédentiste de la Turquie.

Karamanlís prit sa retraite en 1995 à l'âge de 88 ans après avoir gagné cinq élections parlementaires, passé au pouvoir 14 ans en tant que Premier ministre et 10 ans en tant que président de la République pour un total de **soixante ans dans la vie politique active**. Pour cette longue période au service de la démocratie puis de la cause européenne, Karamanlís reçut le **Prix international Charlemagne d'Aix-la-Chapelle en 1978**. Il mourut le 23 avril 1998 d'une courte maladie à l'âge de 91 ans. Il a légué ses archives à la **Fondation Konstantínos Karamanlís** qu'il avait lui-même fondé.

Karamanlís a été loué pour avoir présidé la Grèce au début d'une période de croissance économique rapide (1957-1961) et pour avoir soutenu l'adhésion de son pays à la communauté naissante des nations européennes, devenue par la suite l'Union européenne. Ses admirateurs l'appellent **l'*Ethnarque* charismatique**.

1919-1996 Andréas Georgíou Papandréou

Andréas Georgíou Papandréou né à Chios le 5 février 1919 et mort 23 juin 1996, était un économiste internationalement reconnu, homme politique grec et fondateur du **PASOK, le parti socialiste grec.** Il fut deux fois Premier ministre: d'octobre 1981 à juillet 1989 et d'octobre 1993 à janvier 1996.

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

Fils de l'homme politique progressiste et Premier ministre Geórgios Papandréou. Durant ses études à l'université d'Athènes, il fréquenta les milieux trotskistes. Cela lui valut d'être arrêté, emprisonné en 1939, durant la dictature de Metaxás. Sa famille lui fit quitter le pays.

Il poursuivit alors ses études à Harvard, où il obtint un doctorat en Économie et enseigna jusque en 1947 aux États-Unis. En 1944, il devint citoyen américain et servit dans la Marine. Il fut ensuite professeur d'économie à l'Université du Minnesota, puis à Northwestern, puis Berkeley et fut ensuite Professeur d'Économie à l'Université de Stockholm puis Toronto au Canada.

Il revint en Grèce en 1961 pour diriger le Centre de Recherches économiques à la demande du Premier ministre Konstantínos Karamanlís. Il entra aussi en politique à cette occasion et fut élu député d'Achaïe en 1964.

Il fut Ministre du Commerce, **du développement économique et des Actions** du gouvernement de son père, à un poste qui faisait de lui le premier conseiller du Premier ministre. Il demandait que la Grèce ait une attitude plus neutre dans la guerre froide et qu'elle fût moins soumise aux États-Unis dont il voulait diminuer la présence militaire sur le territoire grec.

Arrêté lors de la Dictature des colonels, il fut autorisé à quitter la Grèce après que les États-Unis eurent fait pression pour sa libération. Son père, mourut en résidence surveillée en 1968. **En exil, il créa le Mouvement panhellènique de libération (PAK**) et défendit des idées beaucoup plus radicales que celles qu'il avait lorsqu'il était en Grèce: appel à l'insurrection armée contre les colonels, il critique les États-Unis, l'OTAN et la politique de la communauté économique européenne.

Il revint en Grèce à la chute des colonels (1974) et fonda le Parti socialiste panhellénique (PASOK) qui réclamait la fin de la soumission de la Grèce aux États-Unis ainsi que d'importantes réformes économiques et sociales. Le PASOK obtint 14 % des voix en 1974, 25 % en 1977 et 48 % en 1981.

Andréas Papandreou forma alors le premier gouvernement socialiste de l'histoire de la Grèce. Contrairement à ce qu'annonçait le programme du PASOK, les bases de l'OTAN ne furent pas démantelées et la Grèce resta dans la CEE.

A. Papandréou fut réélu en 1988, ce deuxième mandat fut marqué par d'importants problèmes économiques ainsi que par un certain nombre de scandales. Suite a sa liaison du Premier ministre avec une hôtesse de l'air Dimitra Liani, en 1989, il divorça et l'épousa. Cela entraîna sa rupture (familiale et politique) avec son fils Georgios Papandreou, alors Ministre du PASOK. **En 1990 il perda les élections** en faveur de la **Néa Demokratía,** parti conservateur. Une commission d'enquête parlementaire se pencha alors sur les accusations de corruption et d'écoutes téléphoniques illégales portées contre Andréas Papandréou, qui fut acquitté en 1992.

Il remporta les élections de 1993. En 1995, il declare, lors d'une émission de television, qu'il est **candidat à l'élection présidentielle** prévue pour mars. Il est en tête pour le second tour de l'élection présidentielle, mais finalement, il déclare qu'il laisse sa place de candidat du PASOK à Constantinos Stephanopoulos. **Le 22 janvier 1996**, le Premier ministre, malade, présente au palais présidentiel à **Konstantínos Stephanópoulos** sa démission. Il quitte le pouvoir le lendemain.

Il mourut le 23 juin 1996. Ses funérailles furent l'occasion d'un des plus grands rassemblements nationaux jamais vus. Ce fut **Costas Simitis** qui lui succéda comme chef de parti et Premier ministre. Actuellement c'est **son fils Geórgios Papandréou**, qui a maintenant accepté l'héritage paternel et **dirige le PASOK depuis 2004**.

1920-1994 Melína Merkoúri

Melína (María Amalía) Merkoúri, née à Athènes le 18 octobre 1920 et morte à New York le 6 mars 1994, est une actrice, chanteuse et femme politique grecque. Née dans une famille de la grande bourgeoisie athénienne. Son grand-père, Spyrídon Merkoúris, fut maire d'Athènes et son père, député. Elle se marie à 15 ans pour fuir le milieu familial. Elle divorce à 18 ans et s'inscrit à **l'Institut Dramatique du Théâtre National d'Athènes**. Elle commence alors une carrière de comédienne qui se déroule entre Athènes et Paris.

Le cinéaste grec Michael Cacoyannis, réalisateur de *Zorba le grec*, lui offre son premier rôle au cinéma en 1955 dans *Stélla*, film qui lui apporte d'emblée la notoriété. Peu après, elle rencontre le réalisateur américain en exil **Jules Dassin** dont elle devint l'égérie. Dassin la fait tourner dans huit films et ils se marient en 1966. Le film *Jamais le dimanche* (1960) apporte au couple une grande renommée internationale. Pour ce film, Melina Mercouri reçoit le prix d'interprétation féminine au festival de Cannes et est nommée aux Oscars.

À la suite du coup d'État, fomenté en Grèce par les colonels en 1967, privée de ses droits civiques, Melina Mercouri **s'exile en France**. Dans des tournées internationales, elle se fait dès lors le chantre de la **résistance grecque à la dictature.**

Dès la chute de la dictature, en 1974, elle rentre en Grèce où elle entame une carrière politique qui l'amène à progressivement arrêter le cinéma. Elle sera successivement **députée** du Mouvement socialiste panhellénique pour le Pirée en 1978 et **Ministre de la Culture** de 1981 à 1989 puis de 1993 jusqu'à sa mort. Elle s'est battue notamment, mais sans succès, pour **le retour des frises du Parthénon**, exposées au British Museum. Dans le cadre du Conseil européen, **elle crée, en 1985, le concept des capitales européennes de la culture**. Conçue pour «contribuer au rapprochement des peuples européens», son idée était de désigner deux villes par an pour accueillir le theatre, de manifestations artistiques et mettre à l'honneur leur patrimoine historique

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

et culturel. **La *Fondation Melina Mercouri*** s'occupe aujourd'hui de la préservation des monuments grecs antiques.

Lorsque **la dictature la priva de sa citoyenneté grecque**, elle dit : «Je suis née grecque et je mourrai grecque. M. Pattakos est né dictateur et mourra dictateur».

Elle sortit également une chanson « *Kai pira mandata oti den imoun pia romia* » (« *Et je reçus la nouvelle que je n'étais plus de sang grec*».)

1883 – 1962 Georgios Papanicolaou

Georgios Nicholas Papanicolaou ou **Georges Papanikolaou** (13 mai 1883 – 19 février 1962). Il est né et a été élevé à Kymi sur l'île d'Eubée, en Grèce. Il a été un pionnier en cytologie et en détection précoce du cancer.

Il a étudié à l'université d'Athènes où il a reçu son diplôme médical en 1904. Six ans après, il a reçu son doctorat de l'université de Munich, Allemagne. En 1913, il a émigré aux États-Unis afin de travailler dans le département de pathologie de l'hôpital de New York et dans le département d'anatomie de l'école de médecine de l'université Cornell. Il a découvert en 1928 que le cancer du col utérin peut être diagnostiqué au moyen d'un frottis vaginal. Mais l'importance de son travail n'a pas été identifiée jusqu'à sa publication.

Il est l'inventeur du test Pap (coloration de Papanicolaou), qui est employé dans le monde entier pour la détection et la prévention du cancer et d'autres maladies cytologiques du système reproducteur féminin. Papanicolaou a reçu le Lasker Award.

1900 – 1971 Georges Séféris

Georges Séféris est le pseudonyme du poète grec Yórgos Seferiádis, **né le 29 février 1900** à Smyrne (İzmir) et **mort le 20 septembre 1971** à Athènes. Il est l'aîné de trois enfants et il connaît une enfance heureuse. Son père, juriste et plus tard professeur de droit international à Athènes, s'intéresse déjà à la poésie et à la traduction et est considéré comme le meilleur traducteur de Lord Byron1.

Georges Seféris fait ses études primaires au lycée grec de Smyrne et ses études secondaires dans un lycée privé français. En 1914, à la suite des succès militaires grecs remportés sur la Turquie durant les guerres balkaniques, les autorités turques multiplient arrestations et persécutions contre les Grecs d'Asie Mineure. Ce climat de tension et d'insécurité oblige la famille Séfériadès à quitter Smyrne pour s'installer à Athènes, où le jeune homme termine sa scolarité secondaire.

En 1918, sa mère avec les trois enfants, rejoint son époux à Paris où celui-ci s'est installé comme avocat. De 1918 à 1924, Seféris continue ses études de droit à Paris mais s'intéresse surtout à la littérature. Dès lors, sa francophilie et sa profonde admiration pour les écrivains français ne vont plus cesser de s'approfondir. Les années vécues à Paris sont heureuses et fécondes. C'est là qu'il apprend la fin de la guerre gréco-turque, le déracinement de près d'un million et demi de Grecs d'Asie mineure, et la detruction de Smyrne par les Turcs dans le feu et dans le sang (en septembre 1922), tragédie qui aura un profond retentissement sur sa sensibilité de poète.

Sa licence en droit achevée, il se rend à Londres en 1924 : il a décidé de s'engager dans la carrière diplomatique. A partir de 1926, il est attaché au service de ce ministère et commence à écrire ses premières œuvres. En mai 1931 la publication du recueil *Strophe*, qu'il signe du nom de plume de Georges Séféris, le fait vraiment connaître. En Grèce, Kostis Palamas, et en France Philéas Lebesgue par leurs articles, attirent l'attention de la critique sur ce recueil novateur. Ses fonctions de vice-consul de Grèce à Londres (1931-1934), ne sont pas encore trop accaparantes : il écrit plusieurs poèmes majeurs, entre autres *La Citerne* et *Mythologie.*

Au moment où son père, professeur de droit international, est élu recteur de l'Université d'Athènes et devient membre de l'Académie, Georges Seféris rentre à Athènes, et commence à fréquenter le cercle des jeunes écrivains de l'avant-garde grecque. C'est ainsi qu'il collabore avec des critiques littéraires, mais aussi le jeune Odysséas Elýtis (Prix Nobel en littérature 1979) auquel il prodigue ses conseils. Dans cette période de renouveau des lettres grecques, et au cœur de l'effervescence littéraire d'Athènes, sa production est abondante.

La dictature d'Ioannis Metaxas à partir du 4 août 1936, bouleverse tout, en instaurant une sévère censure. Seféris est nommé consul à Koritsa, en Albanie, où il se sent en exil, mais il reste cependant en contact épistolaire avec Odysséas Elýtis. En 1938, il regagne Athènes avec la fonction de chef du Bureau de la presse étrangère. Continuant à explorer la poésie, il découvre et traduit Pierre-Jean Jouve, Ezra Pound et rencontre André Gide en avril 1939. L'année suivante sont publiés *Cahier d'études, Journal de bord I* et *Poèmes I.*
A partir du 28 octobre 1940, c'est la guerre : l'Italie de Mussolini envahit la Grèce.

En 1941 il épouse Marie Zannos, et en avril de la même année, le couple s'exile avec le gouvernement grec libre pour échapper à l'occupation en 1941, en Crète d'abord et aussitôt après en Égypte. Seféris est envoyé dans divers pays pendant la Seconde Guerre mondiale, sert sa patrie en Crète, au Caire, en Afrique du Sud, en Turquie et au Moyen-Orient. Après avoir, six années durant, été ambassadeur à Londres, il prend sa retraite en 1962 pour retourner à Athènes et s'y consacrer entièrement à son œuvre littéraire. Un an plus tard, **en 1963, il reçoit le Prix Nobel de littérature**. Séféris est influencé par Constantin Cavafy, T. S. Eliot et Ezra Pound.

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

1911 – 1996 Odysséas Elýtis

Odysséas Elytis, pseudonyme d'**Odysséas Alepoudhélis**, est un poète grec **né le 2 novembre 1911** à Héraklion et **mort** d'un arrêt cardiaque **le 18 mars 1996** à Athènes. Un des plus grands poètes grecs contemporains, qui **obtint le prix Nobel de littérature en 1979**.

Il passa une enfance heureuse au sein d'une famille industrielle aisée, originaire de Lesbos, il est le dernier de 6 enfants. Auprès de sa gouvernante allemande il découvre la poésie germanique et il apprend le français, langue que le poète parle couramment toute sa vie. Il eut une révélation en découvrant la poésie de Constantin Cavafy puis des surréalistes. Il était proche aussi de poètes surréalistes français et de peintres comme Picasso et Matisse qui ont illustré certaines de ses œuvres.

Il participa au développement du courant littéraire des années 1930, tout en faisant ses études de droit et de philosophie, sans cesser pour autant de s'intéresser à la littérature d'avant-garde. Dans ces milieux où se prépare le renouveau littéraire de l'hellénisme, Elytis noue toute une série de relations qui vont bientôt jouer un rôle décisif pour fixer son destin de poète. Parmi eux, les plus importants sont sans conteste Georges Séféris (prix Nobel littérature en 1963), qui découvre avec intérêt les poèmes d'Elytis, et Georges Théotokas, qui devient un ami proche, Nikos Gatsos, en qui Elytis découvre avec plaisir un grand amateur de poésie française et un bon connaisseur du surréalisme. Plus tard, Nikos Engonopoulos, lui aussi grand poète francophile, s'adjoindra au groupe des amis d'Elytis.

Il prit part à la guerre italo-grecque de 1940 en tant qu'officier. Pendant l'occupation, il participa à la résistance intellectuelle. Il émigra à Paris en 1948. Venir en France, qu'Elytis considère comme sa seconde patrie, c'est se rapprocher des sources de la poésie moderne. La mode est en effet à l'existentialisme et à la philosophie de l'absurde.

Il revint en Grèce en 1951. Il poursuit la rédaction de deux importants poèmes : *Six plus un remords pour le ciel*, achevé en 1958, et surtout *Axion Esti*, monument poétique, qui l'occupe depuis plus de sept ans et qui est publié en 1960, lui apportant la gloire internationale. Míkis Theodorákis le mit en musique en 1964. Désormais, l'œuvre poétique d'Elytis peut courir sur les lèvres du grand public.

Il s'exila à nouveau à Paris pendant la dictature des colonels d' où il retourne avant la chute de la dictature, en 1971. Les nombreux voyages qu'il a éffectué à l'étranger ne l'éloignent pas très longtemps de la Grèce, et surtout de la mer Égée. Il revient en 1976 sur ses traductions de plusieurs poètes français. Il assume aussi les fonctions de Président du Conseil d'Administration de la Radio et Télévision grecques, (1974-1977) et il siège comme membre au Conseil d'Administration du Théâtre National.

Le 18 octobre 1979, le prix Nobel de littérature lui est attribué avec la mention suivante : «Pour sa poésie qui, sur le fond de la tradition grecque, dépeint avec une force sensuelle et une

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

clarté intellectuelle, le combat de l'homme moderne pour la liberté et la créativité». Il prononce en français son discours de réception du Prix Nobel et au cours du Banquet Nobel, il prononce une courte allocution de remerciement, comparant « le voyage d'Ulysse, dont il lui a été donné de porter le nom» à sa propre aventure poétique : « En me consacrant, à mon tour, pendant plus de quarante ans, à la poésie, je n'ai rien fait d'autre. Je parcours des mers fabuleuses, je m'instruis en diverses haltes ». La médaille et le diplôme Nobel sont légués, en 1980, au Musée Benaki à Athènes.

Les honneurs à son égard se multiplient ensuite dans toute l'Europe.

La République de Chypre

En 1570, l'île de Chypre passe durant plus de trois siècles aux mains des Ottomans qui mettent en place leur système de **Millet** permettant aux **Chypriotes grecs, majoritaires sur l'île,** de conserver leur identité. Par la suite, des colons turcs anatoliens peuplent peu à peu l'île. Les relations entre les deux communautés sont tout à fait pacifiques.

En 1878, l'Empire ottoman cède Chypre à la Grande-Bretagne sous la forme d'un **bail d'une somme de 500 000 dollars par an** en échange de son soutien à la guerre russo-turque de 1877-1878. Motivés par cette nouvelle situation, les Chypriotes grecs demandent aux Britanniques le rattachement de l'île à la Grèce **(Énosis),** ce que ces derniers refusent catégoriquement rappelant que l'île appartient toujours juridiquement à l'Empire ottoman; mais la Sublime Porte se rangeant aux côtés de l'Allemagne durant la Première Guerre mondiale, les Britanniques annexent l'île dès 1914, annulant ainsi le traité de 1878. Après la défaite turque, le traité de Lausanne en 1923 fait de l'île une colonie britannique.

En 1950, Michael Christodoulou Mouskos est nommé archevêque orthodoxe de Nicosie, et prend le nom de **Makarios III.** À cette époque, 96 % des chypriotes grecs étaient en faveur de l'Énosis; s'appuyant de ce soutien, Makarios III va utiliser la voie diplomatique avec la Grèce, puis ensuite avec les Nations Unies, pour rattacher l'île à la Grèce. Mais le contexte de la Guerre froide empêche cette tentative.

À partir de 1955, les nationalistes chypriotes grecs se radicalisent et commencent la lutte armée contre les autorités britanniques, **l'EOKA** (Organisation Nationale des Combattants Chypriotes) est fondée par **Georges Grivas**, et soutenu par Makarios III.

Les Chypriotes turcs, qui participent également à la «lutte anti-terroriste» menée par les Britanniques contre l'EOKA, **demandent le *Taksim***, c'est-à-dire **le partage de l'île entre la Grèce et la Turquie.** Les Chypriotes turcs pour contrer les nationalistes chypriotes grecs, ont fondé leur propre mouvement de guérilla, le ***Türk Mukavemet Teşkilatı*** (Organisation de résistance turque). Leur chef était **Rauf Denktaş**.

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

Débordés, les Britanniques décrètent **l'état d'urgence en 1956**, condamnent à la pendaison un certain nombre d'activistes de l'EOKA et **déportent Makarios III aux Seychelles.**

En 1959, Chypre est transformée en **république indépendante** au sein du **Commonwealth,** avec un président chypriote grec (l'Archevêque Makarios) et un vice-président chypriote turc (le Docteur Fazil Kutchuk). Mais **les tensions intercommunautaires ne cessent pas**, malgré la présence des casques bleus de l'ONU.

La lutte anti-coloniale prend fin avec **les accords de Zurich et de Londres en 1959**: la **République indépendante de Chypre** est proclamée le **16 août 1960**; la Grèce, la Turquie et le Royaume-Uni deviennent les garants de cette nouvelle république: **la Grande-Bretagne** conserve les deux bases militaires à Akrotiri et Dhekelia, la Grèce et la Turquie maintiennent respectivement 900 et 650 soldats sur place.

Création de la République indépendante de Chypre

Makarios III rentre d'exil en 1960 et devient le **premier président** de la jeune République de Chypre, le chypriote turc **Fazıl Küçük** devient vice-président. **En 1963**, Makarios III demande la **révision de la constitution chypriote**, visant à diminuer la sur-représentation des Chypriotes turcs au pouvoir législatif. Cet évènement va engendrer le départ des politiciens chypriotes turcs du gouvernement et du parlement chypriote.

En décembre 1963 les violences inter-communautaires reprennent, elles atteignent une intensité majeure avec ***la semaine noire*** (134 morts, dont 108 chypriotes turcs). Malgré les efforts américains pour apaiser le situation, **les Nations unies envoient 2 500 casques bleus** pour former une force d'interposition. Ceci n'empêche pas la Turquie d'envoyer des avions qui vont bombarder certaines zones de l'île, et la Grèce de fournir en armes, en troupes et en conseillers militaires les Chypriotes grecs.

En 1967, les dictateurs militaires prennent les rênes de la Grèce. Ce régime des colonels est hostile à Makarios III, et soutient les activités de l'EOKA afin de destabiliser le président chypriote grec. Celui-ci est réélu deux fois (en 1968 et 1973). La mort de **Georges Grivas**, fondateur de l'EOKA, le 27 janvier 1974 laisse le champ libre aux dictateurs d'Athènes qui organisent le coup d'État de juillet 1974 dont les conséquences (invasion et occupation turque, 200 000 réfugiés et déplacement de populations, 1 600 disparus) sont toujours visibles sur l'île. En 1974, Makarios III est démis de ces fonctions par le **coup d'État** de la garde nationale, **aidée par les colonels grecs** et fut remplacé par **Nikos Sampson,** un ancien membre de l'EOKA.

En 1974, en réponse au coup d'État à Chypre, **la Turquie intervient militairement** prenant pour prétexte de protéger la minorité turque. 10 000 soldats débarquent au nord de l'île et **occupent en deux jours 38 % du territoire chypriote**. Dans le même temps, 200 000

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

Chypriotes grecs sont contraints de quitter le nord pour le sud de l'île. Pour les turcs**, l'Opération Attila** était une opération de maintien de la paix. La situation de tension reprend et actualise une ancienne revendication de la Turquie: la **partition de l'île (1964)**.

Nikos Sampson est contraint de démissionner, le pouvoir des colonels en Grèce est renversé, et **Makarios III revient sur l'île** et devient président que de la partie sud de l'île. Après la **proclamation unilatéral**, le 13 février 1975, de **l'État fédéré turc de Chypre** par le leader des chypriotes turcs, **Rauf Denktaş**. À ce moment là, cette zone nord de l'île ne se considère pas en tant qu' État indépendant.

En 1977, **Makarios III** signa avec le dirigeant chypriote turc **Rauf Denktaş** une résolution qui prévoyait une **fédération bi-communautaire et bi-zonale pour l'avenir de Chypre.**

Le 15 novembre 1983, Rauf Denktaş proclame l'indépendance de la **«République turque de Chypre du Nord»** et ne considère plus ce territoire comme un État de Chypre, mais comme une République à part entière, reconnue immédiatement par la Turquie. Les Nations Unies désapprouvent cette proclamation d'indépendance et la considèrent juridiquement nulle.

En vue de l'adhésion de Chypre à l'Union européenne, un plan de réunification proposé par l'ONU, appelé **le plan Annan**, a été soumis à un referendum le 24 avril 2004. Le taux de participation avoisine 90 % dans les deux parties de l'île. Le plan est accepté par 65 % des Chypriotes turcs mais rejeté par les trois quarts de l'électorat chypriote grec. Les résultats du référendum empêchent le rattachement de la partie occupée par la Turquie au reste de l'île (seule partie reconnue au niveau international). Par conséquent la zone turque ne fait partie que juridiquement de l'Union européenne et est exclue de toute union (économique, monétaire, douanière...) et de l'espace Schengen.

Les responsables politiques chypriotes grecs motivent le « non » de la partie sud à cause d'un **plan trop déséquilibré et qui ne prévoyait pas** le retour de tous les réfugiés chypriotes grecs dans la partie nord, mais seulement de 40 000; ni l'expulsion de tous les colons de Turquie et ni une démilitarisation intégrale de la partie nord.

Le 1er mai 2004, la totalité de l'île de Chypre entre dans l'Union européenne, le pays reste toutefois divisé. **Le 21 mars 2008**, lors d'une entrevue entre le nouveau président de la République de Chypre Demetris Christofias et son homologue de la partie turque, Mehmet Ali Talat, il est annoncé **l'ouverture d'un point de passage dans la rue Ledra**.

1913 - 1977 Makários III archevêque et premier président de la République de Chypre

Mikhaíl Khristodoúlou Moúskos, né le 13 août 1913 à Ano Panaïa dans le district de Paphos et mort le 3 août 1977 à Nicosie, fut **archevêque et primat** de l'Église orthodoxe de Chypre sous le nom de **Makários III** de 1950 à sa mort. Il fut élu **président de la République de Chypre** en décembre 1959 et prit ses fonctions le 16 août 1960 à l'indépendance de Chypre. Réélu en 1968 et 1973, il resta en fonctions jusqu'à sa mort, sauf pendant une brève période en 1974 quand il fut déposé par un coup d'État militaire soutenu par la junte au pouvoir en Grèce. En tant qu'évêque ayant assumé des fonctions de chef d'État, il est souvent appelé **"éthnarque"**, en langue grecque, cela veut dire "chef d'une nation".

Il fut un organisateur du mouvement de résistance chypriote **EOKA** (Organisation nationale des combattants chypriotes). Il assista en 1955 à la **conférence de Bandung** et la formation **des pays non-alignés**

Les Britanniques l'exilèrent aux Seychelles en 1956 pour complicité de terrorisme en rapport avec son organisation. Quand les Grecs, les Turcs et les Britanniques s'accordèrent sur les termes pour l'indépendance de Chypre, Makários fut élu chef de l'État, essayant de composer entre les communautés grecque et turque du pays.

Bien que **Chypre** eût été admise **dans le Commonwealth** en mars **1961**, Makários participa en septembre de la même année à la conférence **des pays non-alignés** à Belgrade. Alors que son mandat était sur le point de s'achever en 1965, il fut étendu jusqu'à 1968. À cette époque, les États-Unis le considéraient comme le **«Castro de la Méditerranée»** en raison de similarités idéologiques supposées avec le dirigeant cubain.

Makários fut de nouveau élu aux élections de 1968 avec 97 % des votes. Tout en déclarant l'*Énosis* (rattachement à la Grèce) souhaitable, il fit campagne pour le maintien de l'indépendance de Chypre. **En 1974**, la junte militaire au pouvoir en Grèce qui espérait remplacer Makários par un président favorable à l'*Énosis* profita de la mort du Général Grivas pour organiser et réaliser un **coup d'État à Nicosie** mettant au pouvoir **Níkos Sampsón.**

Le 19 juillet 1974, devant le Conseil de sécurité des Nations unies, Makários **accusa la Grèce de mener une invasion de Chypre**. Cette accusation d'invasion donna à la Turquie un prétexte, légitimé par le «Traité de garantie», pour envahir à son tour le nord de l'île en août 1974: ce fut **l'Opération Attila**. En décembre 1974, Makários revint dans une île de Chypre divisée et reprit ses fonctions.

Makários mourut le 3 août 1977.

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

1898-1974 Georges Grivas

Georges Grivas aussi connu sous son nom de guerre **Digenis** (5 juillet 1898 - 27 janvier 1974) est un chypriote, général de l'armée grecque et leader de **l'EOKA**, mouvement indépendantiste de Chypre. Né dans le village chypriote de Trikomo, il fit ses études à l'Académie militaire grecque.

Durant la Seconde Guerre mondiale, **il fit partie de la résistance grecque**. Après la libération du pays, le mouvement joua un rôle important dans la guerre civile grecque.

Il retourna à Chypre en 1955 où il créa l'EOKA. Il prit comme nom de guerre **Digenis**, en référence au héros mythique Digenis Akritas, membre de la garde d'honneur de l'Empereur byzantin**. Le but de l'EOKA** était de mettre un terme au statut de colonie britannique de l'île.

Quand la Grande Bretagne a dû accorder son **indépendance à Chypre en 1960**, un des préalables posés était que **Grivas soit expulsé de l'île et qu'il lui soit interdit d'y retourner**. Grivas est alors retourné à Athènes mais au moment de la création de l'armée chypriote, Makarios III et le gouvernement d'Athènes lui ont demandé de revenir sur l'île pour prendre le commandement de la garde nationale. Il fut de nouveau expatrié à Athènes en 1968 à la demande des dictateurs d'Athènes qui intimidés par des menaces turques ont retiré de Chypre la totalité des forces armées Grecques stationnées sur l'île.

Revenu sur Chypre clandestinement en 1972, il crée **EOKA B** dans le but **d'empêcher toute partition de l'île,** dans le cadre de négociations intercommunautaires soutenues par l'ONU, par la junte d'Athènes et par la Turquie.

Sa mort le 27 janvier 1974 laisse le champ libre aux dictateurs d'Athènes qui organisent le coup d'État de juillet 1974 dont les conséquences (invasion et occupation turque, 200 000 réfugiés et déplacement de populations, 1 600 disparus) sont toujours visibles sur l'île.

1955-1959 EOKA et 1971-1974 EOKA B de Chypre

L' EOKA *(Organisation Nationale des Combattants Chypriotes*) était une organisation paramilitaire anticommuniste et pro-grecque qui combattait **pour la fin de l'occupation britannique de Chypre, pour l'autodétermination de l'île et son rattachement à la Grèce**.

Elle fut active de 1955 à 1959. Son fondateur et chef fut **Georges Grivas**. Pendant ces 4 ans, elle employa des méthodes de guérilla, notamment contre la communauté chypriote turque et le TMT, son rival turc. Elle fut dissoute en mars 1959.

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

Les Grecs chypriotes exigent le rattachement de leur île à la Grèce. Le contentieux entre la Grèce et la Turquie prend une ampleur internationale en 1954 quand **la Grèce dépose** aux **Nations Unies une motion sur l'autodétermination de l'île**; c'est le début d'un conflit inter-communautaire. En 1955, l'EOKA augmente ses activités contre les Britanniques et les Chypriotes turcs.

Les actions de l'EOKA visèrent principalement les intérêts britanniques et les forces armées coloniales mais des actions punitives ont également été menées contre les collaborateurs qui soutenaient et aidaient l'action répressive des forces d'occupation anglaises.

En 1971, le général **Georges Grivas**, ancien leader militaire de la lutte pour l'indépendance et l'un des fondateurs de l'EOKA, crée **l'EOKA B**, une nouvelle organisation paramilitaire.

L' EOKA B participe au coup d'État d'officiers grecs chypriotes qui renverse le 15 juillet 1974, Makarios. En réaction l'armée turque envahit le Nord de l'île et la divise en deux en 1975. Cette partition est officialisée en 1983 avec la création de la République turque du Nord de Chypre, reconnue par la seule Turquie.

1981 la Grèce intègre la Communauté économique européenne

Depuis juillet 1961, la Grèce jouit du statut de membre associé à l' CEE. Elle a d'ailleurs été le premier Etat à le demander, dès juin 1959. La période de la dictature (1967-1974) entraîne la suspension du régime d'association jusqu'à sa réactivation en 1974. Le retour à la démocratie républicaine, dans le pays qui dès l'Antiquité fut le berceau historique de l'idée politique de démocratie, déclenche une vague d'enthousiasme et de solidarité en Europe occidentale.

La Grèce, dépose officiellement sa candidature d'adhésion à la CEE le 12 juin 1975.

La France, et surtout le président de la République Giscard d'Estaing, appuie la candidature grecque pour des raisons avant tout politiques.

Alors que le parti conservateur ND-Nouvelle démocratie, soutient activement la procédure d'adhésion, le parti socialiste (PASOK) et les communistes prosoviétiques du KKE, s'y opposent fermement.

En janvier 1976, la Commission manifeste une attitude relativement réservée à l'égard de la candidature grecque. Consciente de l'importance politique de cet élargissement, elle pointe surtout du doigt le retard économique de la Grèce et de ses structures agraires par rapport aux 9 pays plus industrialisés qui composent alors la CEE.

Malgré les hésitations de la Commission, les ministres des Affaires étrangères d'Allemagne (Genscher) et des Pays-Bas (van der Stoel) décident de répondre positivement à la demande grecque.

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

Le 9 février 1976, le Conseil des ministres des 9 accepte ainsi la candidature grecque sans donner suite à la proposition de la Commission d'imposer une période probatoire de préadhésion**. La Grèce devient**, **au 1er janvier 1981, le 10ème Etat membre des Communautés Européennes.**

Jeux olympiques d'été de 2004

Les **Jeux olympiques de 2004**, jeux de la XXVIIIe Olympiade **de l'ère** moderne, se sont déroulés à Athènes (Grèce) du 13 au 29 août 2004. Les Jeux**,** originellement tenus dans la ville d'Olympie dans la Grèce antique, sont organisés pour la première fois à l' 8e siècle av. J.-C. et continuent, chaque quatre ans, jusqu' au 5e siècle après J.-C.

La capitale grecque fut désignée pour la deuxième fois ville organisatrice de cet événement après avoir accueilli les premiers Jeux olympiques modernes de l'histoire en 1896.

Pendant le XXe siècle, l'évolution du mouvement olympique a obligé le Comité International olympique (CIO) à adapter les Jeux aux changements sociaux qui se sont produits dans le monde. Certains de ces ajustements inclurent notamment la création de Jeux olympiques d'hiver, les Jeux Paralympiques, les Jeux olympiques de la jeunesse. Le CIO a aussi dû adapter les Jeux aux changements économiques, politiques et technologiques du XXe siècle. Par conséquent, les Jeux Olympiques sont passés de l'amateurisme pur, à laisser des professionnels participer à la compétition. L'importante croissance des médias de masse engendra le problème du financement et de la commercialisation des Jeux.

La célébration des Jeux inclut de nombreux rituels et de symboles comme le drapeau olympique et la flamme olympique, ainsi que les cérémonies d'ouverture et de clôture. Les trois meilleurs athlètes de chaque compétition reçoivent une médaille d'or (1re place), d'argent (2e place) et de bronze (3e place). Les Jeux olympiques sont devenus si importants que presque chaque nation est représentée. Une telle ampleur a généré de nombreux défis comme le boycott, le dopage, la corruption et le terrorisme.

A Athènes, pour la première fois depuis 1996, tous les Comités nationaux olympiques furent représentés, 201 nations et 10 625 athlètes (dont 4 329 femmes) ont pris part à 28 sports et 301 épreuves (soit une de plus qu'à Sydney).

Le succès d'Athènes, berceau de l'olympisme, est en grande partie fondé sur la volonté des organisateurs de faire appel à l'histoire et au rôle qu'a joué la Grèce dans la promotion du mouvement olympique. **Les Mascotte**s d' Athènes furent Athiná et Phévos

Les sportifs les plus en vue de ces jeux furent le nageur américain Michael Phelps, la cycliste néerlandaise Leontien Zijlaard-Van Moorsel, la canoéiste allemande Birgit Fischer et l'athlète marocain Hicham El Guerrouj.

Site web official: www.olympic.org

Les evzones

Les **evzones,** littéralement **«à la belle ceinture»** puis en parlant d'hommes «à la tunique bien retroussée à la ceinture» , d'où le sens «agile», terme honorifique homérique a été le nom de plusieurs **régiments et bataillons d'élite d'infanterie légère** de l'armée grecque.

Actuellement, le nom désigne les membres de la garde présidentielle, une unité cérémonielle qui garde le parlement et la maison présidentielle.Leurs uniformes sont inspirés des costumes traditionnels grecs.**Des guerres balkaniques à la seconde guerre mondiale**, les 48 régiments d'infanterie de l'armée grecque comprenaient 5 régiments d'evzones, répartis dans diverses divisions.

Konstantinos Koukidis, fut un evzone lors de la Seconde Guerre mondiale. Lors de la prise d'Athènes par l'armée allemande le 27 avril 1941, Koukidis était chargé de la garde du drapeau national au sommet de l'Acropole. Les Allemands lui demandèrent de remplacer ce drapeau par la Croix gammée, ce qu'il fit. Mais au moment de leur remettre le drapeau grec, il refusa, s'enroula du drapeau et se jeta du haut de l'Acropole, faisant une chute de près de 200 mètres. Koukidis est depuis un héros national, parfois surnommé ***"le gardien héroïque du drapeau de l'Acropole"*.**

Pour tous les textes utilises dans les Notices des Evènements Historiques du SuEst de l' Europe les credits sont :

1. ***L' Encyclopedie Libre Wikipedia (Contenu soumis a la licence CC-BY-SA 3.0.)***

2. ***La Wikimedia Foundation***

3. ***Wikimedia Commons (resources multimedia)***

Auteur & ©: Marilena Sokianou et Anna Charitou, La Maison de l' Europe à Rhôdes, 2011

L’enseignement, c’est d’abord le partage des connaissances, la transmission et l’échange de savoirs. La présente présentation peut être utilisée librement dans le cadre de formations scolaires et extra-scolaires non lucratives. Pensez libre et citez la source !

Avertissement : ce projet a été financé avec le soutien de la Commission européenne. Ce document reflète uniquement les opinions de l'auteur. Les partenaires et la Commission ne sauraient être tenus responsables de toute utilisation qui pourrait être faite des informations qui y sont contenues.

REPERES

PARTENARIAT ÉDUCATIF GRUNDTVIG 2009-2011

Avec le concours des Agences nationales: